

(1)

(N° 73.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 23 FÉVRIER 1904.

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1904 (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE (2), PAR M. DE LANTSHEERE.

MESSIEURS,

Le Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1904 s'élève à 27,123,600 francs, il présente ainsi une augmentation de 269,030 francs sur les crédits alloués par le Budget de 1903, qui montaient à 26,854,530 francs.

Nous analyserons plus loin ces augmentations. Il peut être intéressant de noter d'abord la progression du montant total de ce budget pendant les cinq dernières années :

Il s'élevait en 1900 à 25,013,585 francs.

»	1901 à 26,419,900	»
»	1902 à 26,822,600	»
»	1903 à 26,854,530	»
»	1904 à 27,123,600	»

Les chiffres de 1903 et de 1904 accusent donc une progression moins forte que celle des années 1900, 1901, 1902.

Les augmentations prévues par le budget actuel portent à la fois sur les dépenses ordinaires pour une somme de 249,030 francs, et sur les dépenses exceptionnelles pour une somme de 20,000 francs, avec quelques compensations résultant de réductions de crédits.

Voici d'ailleurs comment se décomposent les chiffres que nous venons d'indiquer.

(1) Budget, n° 4, IV.

(2) La Section centrale, présidée par M. NERINX, était composée de MM. DERBAIX, VAN DER LINDEN, DE JAER, CARTON DE WIART, DELBASTÉE, DE LANTSHEERE.

Première section. — Dépenses ordinaires.

CHAPITRE PREMIER. — ADMINISTRATION CENTRALE.

ART. 2. — Traitement des fonctionnaires, employés et gens de service	fr.	20,000 »
ART. 3. — Matériel		5,000 »

CHAPITRE II. — ORDRE JUDICIAIRE.

ART. 8. — Cours d'appel. Personnel.	fr.	28,000 »
ART. 10. — Tribunaux de première instance et de commerce. Personnel		38,000 »
ART. 11. — Tribunaux de première instance et de commerce. Indemnité aux greffiers pour le matériel des greffes		2,000 »
ART. 12. — Justices de paix et tribunaux de police. Personnel.		42,000 »

CHAPITRE III. — JUSTICE MILITAIRE.

ART. 14. — Cour militaire. Personnel. Indemnités pour le service du personnel du secrétariat de l'auditeur général . fr.		500 »
ART. 16. — Conseils de guerre. Personnel		500 »

CHAPITRE VII. — CULTES.

ART. 28. — Clergé inférieur du culte catholique fr.	57,000 »
ART. 30. — Culte protestant et anglican. Personnel . . .	1,900 »
ART. 32. — Culte israélite. Personnel	1,550 »

CHAPITRE IX. — PRISONS.

ART. 47. — Traitements des fonctionnaires et employés . fr.	40,000 »
ART. 48. — Indemnité de logement de certains fonctionnaires	19,000 »

Deuxième section. — Dépenses exceptionnelles.

CHAPITRE XIII. — SERVICES DIVERS.

ART. 61. — Construction de prisons cellulaires à Audenaerde, à Turnhout et à Bruxelles. Achats de terrains. Plans. Travaux de construction et de parachèvement.	20,000 »
Total. . . . fr.	275,250 »
Dont il faut déduire les diminutions opérées sur les crédits suivants :	
ART. 6. — Cour de cassation. Personnel. . . . fr.	5,000
ART. 27. — Clergé supérieur du culte catholique . . .	1,200
	4,200 »
Reste. . . fr.	269,050

La note préliminaire du budget donne au sujet de ces augmentations les renseignements suivants :

L'augmentation de l'article 2 est destinée à accorder des majorations de traitement réglementaires.

L'augmentation de l'article 3 est nécessitée par l'achat d'ouvrages concernant les législations étrangères.

Celles des articles 8, 10, et 12 résultent de l'application des lois et règlements concernant les traitements, ainsi que de la création de trois places de conseiller à la cour d'appel de Bruxelles, d'une place de greffier-adjoint et de trois places de commis de parquet.

L'augmentation de l'article 11 a sa source dans l'accroissement du nombre des affaires des tribunaux de première instance et de commerce, lequel occasionne une consommation plus considérable de fournitures, ainsi que dans l'extension de l'emploi des formules imprimées.

L'augmentation des articles 14 et 16, concernant la justice militaire, se justifie par l'application des lois et règlements concernant les traitements.

L'augmentation de l'article 28 est causée par la création projetée d'un certain nombre de places dans le clergé inférieur du culte catholique, à concurrence de 30,000 francs, et par l'accroissement de certains traitements, conformément à la loi, à concurrence de 27,000 francs.

L'augmentation de l'art. 30 est destinée à rémunérer les services de deux pasteurs-adjoints, celle de l'article 32, à la création d'une place de ministre officiant du culte israélite à Ostende et à la rémunération des services d'un ministre officiant à Spa pendant l'été.

L'article 39 et l'article 40 sont l'objet d'un transfert d'une somme de 60,000 francs, qui a pour but de rattacher au matériel du domaine agricole des écoles de bienfaisance les dépenses d'achat de bétail.

L'augmentation de l'article 47 résulte, à concurrence de 30,000 francs, de la création de nouvelles places d'employés des prisons, et à concurrence de 10,000 francs, de l'augmentation réglementaire des traitements.

L'augmentation de l'article 48 est destinée à payer les indemnités de logement de deux chefs surveillants, des aumôniers des prisons de 3^e classe et des instituteurs.

Enfin l'augmentation de 20,000 francs de l'article 61 a pour objet principal le parachèvement des travaux de superstructure de la prison de Bruxelles, située sur le territoire de Forest.

*
* *

A la date du 19 janvier 1904, M. le Ministre des Finances et des Travaux publics a adressé la lettre suivante à M. le Président de la Chambre, qui l'a transmise à la section centrale.

« Bruxelles, le 19 janvier 1904.

» *A Monsieur le Président de la Chambre des Représentants,*
» *à Bruxelles.*

» **MONSIEUR LE PRÉSIDENT,**

» J'ai l'honneur de vous faire connaître qu'il entre dans les intentions de
» M. le Ministre de la Justice d'acquérir une sapinière d'une contenance
» d'environ 4 hectares, située en face de l'école de bienfaisance pour filles,
» à Beernem, en vue d'empêcher que cette propriété reçoive une desti-
» nation contraire aux intérêts de l'établissement de l'État.

» A cette fin, il propose de compléter le libellé de l'article 62 du projet
» de Budget de son département pour l'exercice 1904 par les mots :
» *Achat de terrains*, et de porter le crédit de 25,000 à 59,000 francs.

» Par suite de cet amendement, le dit projet de Budget s'élève :

» 1° Pour les dépenses ordinaires à fr.	26.198,600 »
» 2° — — — exceptionnelles	959,000 »

» Ensemble à. . . fr.	27,157,600 »
-----------------------	--------------

» Agréez, je vous prie, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute
» considération.

» *Pour le Ministre des Finances et des Travaux publics :*

» *Le Ministre des Chemins de fer, Postes et Télégraphes,*

» **JULES LIEBAERT.** »

EXAMEN DANS LES SECTIONS.

Les observations formulées par les sections ont été fort brèves. Nous les résumons rapidement ci-après :

Première section. — Un membre demande où en est le projet de réorganisation de la bienfaisance publique. Un autre membre voudrait savoir si M. le Ministre de la Justice n'est point disposé à proposer la modification des dispositions légales en matière de récidive, ainsi qu'une revision de la loi sur les sociétés. Un membre signale les inconvénients qui résultent de l'application de la nouvelle loi, qui a augmenté le nombre des chambres de la cour d'appel de Bruxelles. Un membre pense qu'il y aurait lieu d'opérer une réforme en ce qui concerne les frais de justice : ces frais sont beaucoup trop élevés, surtout en ce qui concerne les jugements pris par défaut. Un membre propose de prendre des mesures pour relever le traitement des magistrats des tribunaux de première instance. Un autre membre fait

observer que cette question a été réglée de façon satisfaisante par la dernière réforme.

Deuxième section. — De nombreux projets de loi, dit un membre, sont déposés et mûrs pour la discussion. Il faudrait un peu plus d'initiative du Gouvernement pour en hâter le vote. La procédure parlementaire devrait d'ailleurs être modifiée dans ce but, comme on l'a fait en Allemagne. On créerait une commission reflétant les opinions de toute la Chambre, laquelle proposerait, une fois ses travaux terminés, d'adopter en bloc les projets qu'elle aurait étudiés. Un autre membre s'occupe des propositions relatives à la recherche de la paternité, et annonce qu'il compte provoquer la réunion de la commission chargée de les examiner. Un membre s'élève contre l'augmentation des traitements résultant de la création de nouveaux postes. Un membre demande la réorganisation de la bienfaisance publique.

Troisième section. — Un membre demande si la règle, qui défend aux fonctionnaires de se jeter dans la mêlée des partis, est applicable aux magistrats qui ont été candidats aux élections communales. Un membre répond que les élections communales ne sont pas, dans leur essence, des élections politiques. Un autre membre ajoute que si la circulaire, qu'on a rappelée, s'applique à certains fonctionnaires, elle doit s'appliquer également aux magistrats.

Quatrième section. — Aucune observation à relever.

Cinquième section. — Un membre insiste pour qu'on dépose un projet de loi réglementant la profession d'agent de change, et pour qu'on fasse de même à l'égard des émissions publiques de valeurs. Un membre signale le régime adopté pour l'octroi de subsides destinés à la restauration des monuments classés. Ceux-ci reçoivent parfois des allocations moindres que sous le régime antérieur, à cause de la nécessité de mettre d'accord le Département de la Justice et celui des Beaux-Arts. Le même membre estime aussi qu'il n'est pas équitable de limiter à 25,000 francs les subsides pour les édifices du culte dans les localités qui ne sont pas des villes. La section demande la liste des publications du Ministère de la Justice. Un membre demande la revision du régime des aliénés.

Sixième section. — Aucune observation n'est signalée.

Le budget a été adopté :

Dans la 1^{re} section, par 8 voix contre 5, et 2 abstentions.

- 2^e — par 13 voix, et 1 abstention.
- 3^e — par les membres présents, moins 5 abstentions.
- 4^e — par 6 voix contre 1, et deux abstentions.
- 5^e — par 7 voix, et 2 abstentions.
- 6^e — par 6 voix contre 5, et 2 abstentions.

EXAMEN EN SECTION CENTRALE.

La Section centrale a jugé utile de poser au Gouvernement un certain

nombre de questions, qui sont reproduites ci-après avec les réponses qui y ont été faites, sauf une question qui trouvera mieux sa place ailleurs.

PREMIÈRE QUESTION.

Quelles sont les intentions du Gouvernement au sujet de la réorganisation de la bienfaisance publique ?

RÉPONSE.

Le Gouvernement a mis à l'étude un projet de fusion des administrations aujourd'hui distinctes des bureaux de bienfaisance et des hospices. Ce projet aurait en même temps pour objet de codifier les nombreuses dispositions qui régissent ces administrations.

DEUXIÈME QUESTION.

N'entre-t-il pas dans les intentions du Gouvernement de proposer la revision de la loi sur le régime des aliénés, plus particulièrement en ce qui concerne les garanties exigées pour la collocation ?

RÉPONSE.

On a formulé deux griefs principaux contre notre législation sur le régime des aliénés.

Il a été dit d'abord qu'il conviendrait d'établir de nouvelles garanties pour éviter les collocations arbitraires.

Mais en fait on n'a guère signalé d'abus à cet égard. Et l'on ne doit pas oublier que, dans le régime actuel, la collocation est entourée de nombreuses garanties : garanties médicales à l'entrée dans l'établissement, qui consistent dans un certificat requis pour l'admission et dans la mise en observation particulière du malade pendant les premiers jours de sa séquestration ; garanties judiciaires et administratives remises aux mains du président du tribunal et du Procureur du Roi, du Gouverneur, de la députation permanente, du bourgmestre, des comités d'inspection et de surveillance, de l'inspecteur général et des inspecteurs adjoints ; garanties générales enfin dans le droit qu'ont les internés de faire parvenir directement leurs réclamations au pouvoir central et dans la liberté que possède la presse de signaler les irrégularités commises.

Il a été dit aussi qu'il serait utile de soumettre un plus grand nombre de malades à un mode de traitement analogue à celui qui est suivi dans le système de l'assistance familiale pratiqué à Gheel et à Lierneux.

Mais il y a des distinctions très déli-

cates à faire entre les divers malades, et c'est aux médecins choisis par ces malades ou par les personnes qui en ont la garde qu'il appartient de les faire. L'administration centrale empièterait sur les droits des familles et des administrations locales, si elle s'arrogeait le pouvoir de décider, soit par elle-même, soit par ses médecins, le mode de traitement qui convient le mieux à chacune des personnes atteintes d'aliénation mentale.

TROISIÈME QUESTION.

Le Gouvernement ne compte-t-il pas saisir la Chambre d'un projet de loi ayant pour objet la diminution des frais de justice ?

RÉPONSE.

Aucun projet n'est encore en préparation pour la réduction des frais de justice envisagés d'une manière générale. Jusqu'à présent, d'ailleurs, aucun système pratique n'a été proposé pour réaliser une réduction rationnelle de ces frais.

Le Département de la Justice a toutefois mis à l'étude les diverses dispositions qui ont été prises dans cet ordre d'idées par les pays voisins, notamment par la France.

Un projet spécial a été préparé relativement à l'aliénation et au partage des biens des mineurs et des autres incapables. Il pourra probablement être déposé au cours de la prochaine session.

CINQUIÈME QUESTION.

Quelle est la maison de refuge pour femmes dont il est question à l'article 60 du budget ?

RÉPONSE.

La maison de refuge pour femmes, dont il est question à l'article 60 du budget, est la maison de refuge de Bruges.

Son transfert hors ville a été décidé, et un terrain acquis pour servir d'emplacement au nouvel établissement.

Les travaux pourront être entamés cette année.

*
* *

Il semble difficile, dans un rapport sur le Budget de la Justice pour l'année 1904, de ne pas dire un mot d'une commémoration qui préoccupe tous ceux qui, à des titres divers, s'adonnent à l'étude des lois. Nous voulons parler du centenaire du Code civil, promulgué en un seul tout le 21 mars 1804 (30 ventôse an XII), et réunissant ainsi d'une manière défi-

nitive les trente-six lois qui avaient fait l'objet de publications partielles. Nous n'avons point, sans doute, à décrire son histoire, qui eut des fortunes diverses. L'empire du Code civil des Français, bientôt appelé Code Napoléon (1), s'étendit, à son apogée, sur plusieurs pays d'Europe et, tout récemment, au sein même de l'Empire allemand, certaines régions obéissaient encore à ses dispositions. Mais les revers des armes, l'éveil des nationalités, les codifications qui se succédèrent presque partout, notamment celle qui, en 1900, a unifié le droit civil en Allemagne, réduisirent peu à peu les limites de sa domination, sans parvenir toutefois à effacer l'empreinte profonde et durable qu'il avait laissée après lui. Et l'on peut affirmer, qu'en dehors de toute autre influence spéciale, l'idée et, par dessus tout, la réussite de cette grande entreprise fut, à elle seule, un exemple et un stimulant, où les divers législateurs nationaux trouvèrent des modèles, et puisèrent l'énergie nécessaire pour mener à bien leurs entreprises originales.

Notre pays est resté fidèle, dans ses grandes lignes, à l'œuvre de 1804. Aussi le centenaire du Code civil nous touche-t-il de fort près. Et bien que ce droit nous soit étranger dans son origine, bien qu'il nous ait été imposé par la conquête, il s'est adapté à nos mœurs avec une telle exactitude et une telle souplesse, que nous avons la sensation de revivre notre propre passé juridique lorsque nous célébrons son règne de cent ans. Il ne faut pas s'étonner, dès lors, que dans le volume jubilaire que prépare la Société d'Études législatives de Paris, figurent des chapitres consacrés au Code civil en Belgique et à l'interprétation belge du Code civil, et que la rédaction de ces études ait été confiée à deux professeurs distingués de nos Universités (2). Aussi bien, la Belgique n'avait pas attendu la date fatidique du 21 mars 1904 pour commémorer ce centenaire, et, dès le début de l'année judiciaire, de remarquables discours furent consacrés à en rappeler le souvenir (3).

Les constituants paraissent n'avoir eu qu'une admiration assez modérée et mêlée de réserve à l'égard des Codes français. Chacun sait que, dans un article, devenu fameux par l'ironie latente qu'il dégage, « le Congrès national déclare qu'il est nécessaire de pourvoir par des lois séparées, et *dans le plus court délai possible*... à la revision des Codes ». Ce vœu du Congrès a été très partiellement réalisé : Le Code civil, le Code de procédure, le Code d'instruction criminelle, à part des modifications peu nombreuses, sont ce qu'ils étaient en 1830. Le Code de commerce est presque entièrement révisé, et le Code pénal seul a été l'objet d'une refonte complète. On peut se demander si cette lenteur et cette prudence extrême, dans la réforme des Codes, ne sont pas plus sages et plus avisées que la hâte, quelque peu fiévreuse, que voulaient y mettre les auteurs de la Constitution.

(1) Loi du 3 septembre 1807.

(2) MM. VAN BIERVLIET, professeur à l'Université de Louvain, et HANSENS, professeur à l'Université de Bruxelles.

(3) *Napoléon et le Code civil*, par M. DENS, avocat général près la Cour d'appel de Bruxelles, et *le Centenaire du Code Napoléon*, par M. TH. BRAUN, avocat à la même Cour.

Et particulièrement en ce qui concerne le Code civil, beaucoup de bons esprits estiment qu'on ne saurait y toucher d'une main trop légère et trop délicate. Sans doute, on n'a pas perdu de vue l'œuvre de la revision de ce Code. L'avant-projet, rédigé par M. Laurent, en a été le prélude, parfois assez malheureux : car on ne saurait dire s'il a gagné quelqu'un à l'idée d'une refonte radicale de nos lois civiles, mais on sait parfaitement qu'il en a détourné bien des gens. D'autre part, la Commission de revision (1) du Code civil, instituée le 15 novembre 1884, a étudié tour à tour presque toutes les matières qui lui étaient dévolues, et ses délibérations sont presque à la veille de se clore. Bien plus, une partie de ses travaux a déjà été soumise à la Chambre sous forme de projets de lois, disparus, il est vrai, par suite de la dissolution. Malgré ces travaux considérables, ni l'opinion publique, ni le monde judiciaire ne paraissent fort enthousiastes, à la pensée de voir le droit civil tout entier mis en question, discuté, trituré et peut-être bouleversé. On semble avoir conscience qu'une rénovation aussi profonde n'est pas appelée par des changements correspondants de notre état social. On se méfie des théoriciens qui voudraient faire du droit une mathématique abstraite, et des praticiens qui voudraient le réduire à une collection de recettes et de formules. Faut-il le dire ? On se méfie surtout du régime parlementaire, tel qu'il fonctionne aujourd'hui, et l'on craint de confier une tâche aussi périlleuse à des mains qui, parfois, semblent inexpertes ou maladroites.

Et ce sentiment ne se manifeste pas seulement à propos d'une revision complète et absolue ; il s'étend même souvent aux corrections partielles, aux réformes fragmentaires que l'on voudrait tenter. Chacun semble douter, comme le faisait Savigny, il y a près de 90 ans, « de la vocation de notre époque pour la législation (2) », même réduite à ces termes modestes.

Par une coïncidence curieuse, et toute fortuite, l'opinion de beaucoup de juristes sur la valeur et le rôle des codifications s'est complètement modifiée depuis quelques années, et l'influence de l'action législative, dans la formation et le développement du droit, n'est plus appréciée sous le même jour et avec la même faveur qu'autrefois. On ne saurait mieux décrire cette conception ancienne que ne l'a fait, avec quelque malice sans doute, M. Boutmy... « La codification, dit-il, est un acte tranchant du législateur, qui coupe en quelque sorte le droit de ses origines, le fonde en entier sur la raison, la justice, l'intérêt public, l'accord et la dépendance mutuelle des différents articles, et le dispense de chercher des précédents ou des titres en dehors d'un instrument authentique. au delà du jour de la promulgation. A qui voudrait remonter plus haut, la loi elle-même semble répondre : A quoi bon ! Il y a eu liquidation de tout le passé et comme un nouveau départ.... La codification..., c'est l'œuvre d'art datée et signée, attirant, sur l'ajustement parfait

(1) Bien qu'elle soit généralement connue sous ce nom, la Commission n'a pas pour objet de formuler un Code nouveau, mais seulement, aux termes de l'arrêté royal qui l'a créée, « d'en remanier certaines parties, et de rédiger certains textes, de manière à faire disparaître des controverses ».

(2) *Vom Beruf unserer Zeit für Gesetzgebung und Rechtswissenschaft*, 1814.

de ses éléments, l'attention et l'intérêt qui s'attachaient naguère aux lentes et obscures élaborations, d'où sort tout être réel et vivant. Si le droit codifié à sa philosophie, il a aussi sa logique. L'autorité suprême d'un texte, qui dérober ses causes en donnant ses raisons — et qui n'en donne guère que de métaphysiques ou de pratiques — incline le juriste à faire de l'analyse son procédé habituel. Chercher dans ce texte et en dégager des principes généraux, des définitions précises, propres à fournir la majeure de syllogismes serrés, tout ramener à ce petit nombre de données simples, et tout conduire ensuite jusqu'à des solutions nettes, à des formules impératives, ayant l'allure et le ton qui convient à la loi, voilà l'ambition réfléchie la plus haute, l'effort le plus souvent répété, et, à la fin, la méthode inconsciente de l'entendement. Propositions abstraites, subtiles interprétations verbales, déductions fortement enchaînées, simplifications parfois excessives, conclusions toujours catégoriques, voilà dans quelle fréquentation de tous les instants l'intelligence apprend et aime à se mouvoir... (1). » Il doit en être ainsi dès que l'on considère le droit codifié comme une règle souveraine et définitive, destinée à régir tous les cas qui peuvent se présenter dans le présent et dans le futur. Dès lors, en effet, tout le travail de l'interprète se réduit à ces deux opérations : déterminer avec exactitude la pensée des auteurs du Code, et trouver ensuite, par un procédé de déduction poussé jusqu'à l'infini, la solution du problème concret soulevé par la pratique. Cette solution, par hypothèse, ne peut faire défaut ; elle doit, par postulat, être contenue quelque part dans le réseau des déductions que l'on tire des principes. Car, d'une part, on ne saurait la chercher ailleurs que dans la volonté du législateur, et, d'autre part, il faut nécessairement qu'on l'y découvre, puisque le juge civil est toujours obligé de juger.

Avec des degrés et des atténuations diverses, tirées de l'équité, c'est là au fond la méthode qui domine chez ceux qui constituent l'école des *interprètes du Code civil*, comme on l'a appelée (2). Mais la vie juridique, ni la vie sociale, qu'elle reflète, ne se contentent point de telles solutions : elles peuvent être des décisions d'écoles, elles ne peuvent être des décisions judiciaires. Les exigences de la pratique les repoussent obstinément, elles en font éclater le caractère déraisonnable, parfois même révoltant, et finissent par mettre à nu les vices fondamentaux du système. Sans doute, il faut pénétrer la volonté des rédacteurs du Code, même à travers des travaux préparatoires vagues ou confus, même à travers le voile des dispositions obscures ou peu cohérentes, mais, tout compte fait, est-on sûr de l'avoir atteinte, est-on sûr qu'ils eussent une volonté déterminée sur tel ou tel objet ? Et, quant aux conclusions qu'on en tire, à les supposer correctement déduites, oserait-on affirmer qu'ils les auraient tirées toutes, sans se préoccuper d'autres intérêts que la pureté logique de leurs syllogismes ? N'eussent-ils pas été effrayés eux-mêmes

(1) E. BOUTMY, *Les rapports et les limites des études juridiques et des études politiques*. Revue internationale de l'enseignement, 1889, t. XVII, pp. 222-225 ; Conf. FR. GENY, *Méthodes d'interprétation et sources en droit privé positif*, 1885, pp. 49-50, et *passim*.

(2) E. LAMBERT, *La fonction du droit civil comparé*, 1905, pp. 21 et suiv.

de cette débauche de raisonnements, qui presque toujours s'écartent d'autant plus de la vérité et de la réalité, qu'ils s'éloignent davantage de leur point de départ? Et que dire des situations nouvelles, que la vie crée tous les jours, de ces cas, sans cesse renaissants, qui sortent comme d'eux-mêmes des transformations économiques, politiques, sociales et même internationales, qu'aucun homme n'a pu prévoir à si longue échéance? Les résoudre d'après les intentions du législateur, c'est formuler ces intentions, non pas, telles qu'elles furent en 1804, mais, comme dit M. R. Saleilles (1), « se les figurer, telles qu'elles seraient aujourd'hui. On fait du législateur une sorte de personnalité imaginaire, mythique et permanente, qui viendrait rectifier en 1904 ses décisions de 1804, ou plutôt accommoder les principes qui l'inspiraient alors aux nécessités de fait qui le sollicitent aujourd'hui. Autant dire que le législateur dont on se réclame est le législateur moderne, tel qu'on se le figure, ou tel qu'on désire qu'il soit, en dehors des organes constitutionnels qui lui servent d'expression. » C'est ainsi qu'on pourrait citer des hypothèses, où le sentiment juridique a tellement changé depuis cent ans, que les tribunaux, sous la pression des idées régnantes et de leur propre conscience, rendent des décisions, approuvées par tous, dont on chercherait en vain la justification dans l'esprit ou dans la lettre de la loi.

Faut-il admettre et favoriser ces manifestations spontanées de la jurisprudence, qui trahissent l'existence d'une source toujours cachée et toujours intarissable du droit, à savoir, la coutume. Faut-il laisser subsister à côté de la loi, en marge de celle-ci, un organe autonome de perfectionnement juridique ou faut-il s'écrier, comme autrefois : De l'équité des parlements, délivrez-nous, Seigneur ! et appliquer avec un rigorisme plus étroit, avec une étroitesse plus coupable, parce qu'elle sera moins confiante, la méthode analytique et déductive, dont se rient la vie et le libre jeu des intérêts humains?

Nous n'avons pas à nous prononcer entre ces deux écoles et entre ces deux solutions. Adopter la première conduit à laisser là pour jamais toute l'œuvre de revision ou même d'amélioration législative de notre droit civil, et à y substituer un système arbitraire de réforme, sous une forme coutumière plus ou moins déguisée. Adopter la seconde, conduit à l'immobilité juridique, ou tout au moins à une contradiction momentanée ou durable entre le droit qui existe et les nécessités de la pratique. On ne saurait se dissimuler, d'ailleurs, que cette contradiction, minime à l'origine, irait en grandissant sans cesse, si l'appareil législatif cessait de remplir sa fonction en matière civile, et se renfermait, à cet égard, dans une abstention systématique.

On verrait alors se reproduire ce phénomène étrange, qui s'est déjà montré plusieurs fois dans l'histoire, et qui forme un des sujets d'étude les plus passionnants et les plus curieux du droit comparé : *la coexistence de deux systèmes de droit dans une même société*. C'est ainsi qu'à Rome le droit civil strict subsistait à côté du droit prétorien, et c'est ainsi qu'en Angleterre les

(1) Préface de l'ouvrage de M. GÉNY, pp. III, IV.

mêmes institutions civiles se présentent d'une manière tout à fait divergente dans la *common law* et dans l'*equity*. Seuls les édits des empereurs ou les statuts du Parlement parviennent alors encore à ramener l'unité dans le droit : mais alors aussi, il est souvent trop tard (1).

Ainsi donc, ni les méfiances plus ou moins justifiées de l'opinion publique, ni les hésitations et les débats théoriques des jurisconsultes ne paraissent justifier un silence absolu de la loi sur nos relations civiles. Il est utile qu'à certains intervalles le législateur intervienne, à la suite de la jurisprudence, non pour refondre et reconstruire le Code tout entier, mais pour le corriger, pour l'améliorer, pour le compléter sur des points déterminés et spéciaux, avec le respect que commande sa haute valeur intrinsèque, avec la prudence que réclame tout essai de perfectionnement apporté à une œuvre vieille d'un siècle. Ce serait célébrer le centenaire du Code civil d'une manière dérisoire que de le supprimer en entier pour y substituer autre chose, ou de l'oublier définitivement, comme s'il était mort à jamais.

Périssable, ainsi que tout ce qui est humain, il demeure un organisme bien vivant, et, comme les arbres chargés d'années, mais encore vigoureux, il suffit de le cultiver avec intelligence pour lui faire produire pendant longtemps, avec une abondance égale, les fruits qu'il n'a cessé de donner jusqu'ici.

*
* * *

La section centrale s'est préoccupée de diverses questions relatives à la statistique criminelle et à la législation pénale.

Elle a constaté, avec la plus grande satisfaction, la régularité avec laquelle paraissent, depuis quatre ans, les volumes de *Statistique judiciaire de la Belgique* et les progrès constants accusés par cette publication. Que l'on compare les premiers volumes à ceux récemment distribués, on sera frappé de la richesse des renseignements, de la sûreté de la méthode, de l'intérêt des conclusions générales, qui n'ont cessé de suivre une marche ascendante. L'épreuve est bien plus concluante encore si l'on rapproche les volumes détaillés et complets, comprenant les années 1898, 1899, 1900, 1901, avec le maigre et insuffisant *Résumé statistique*, publié en 1898, qui décrit, en 70 pages, tout le mouvement judiciaire depuis 1886 jusqu'en 1897 ! La valeur toute particulière de la statistique belge, telle qu'elle est actuellement organisée, résulte, en grande partie, de ce fait qu'elle n'est pas constituée seulement à l'aide de tableaux fournis par les greffes ou les parquets, mais qu'elle s'appuie, en matière criminelle, sur les fardes individuelles de chaque condamné établies d'après les bulletins du casier judiciaire central. Ces bulletins sont l'objet d'un contrôle sérieux et constant. De plus, ils se sont enrichis, depuis 1895, de renseignements importants.

(1) Conf. E. LAMBERT, *op. cit.*, pp. 28, 29.

La base de la statistique est donc des plus solide, et ses résultats reflètent la réalité avec une exactitude très grande, et toujours croissante. On peut noter, à ce propos, l'heureuse innovation qui a permis de compter les condamnés non point d'après le nombre des condamnations individuelles qu'ils ont subies dans l'année, mais de ne les faire figurer dans la statistique qu'une fois pour chaque dépouillement annuel. La portée de cette modification peut être notable, surtout en matière de statistique de la récidive, par exemple. Sans vouloir en faire une critique — alors que, bien au contraire, la section centrale n'a que des éloges à adresser à cette publication — on pourrait désirer la voir se perfectionner encore, notamment par l'adjonction d'une classification des délinquants par profession.

Bien que, sous leur forme nouvelle, les renseignements précis que nous possédons ne datent dans leur ensemble, que de peu d'années, il est possible de se faire une idée assez nette de la situation de la Belgique au point de vue criminel, à la lumière de ces documents. Il ne saurait entrer dans notre pensée de traiter ce sujet d'une manière approfondie. Nous nous bornerons donc à quelques indications générales.

Nous avons signalé déjà antérieurement que, depuis le Code de 1867, notre système pénal avait subi un affaiblissement considérable à divers points de vue. La loi du 4 octobre 1867, sur les circonstances atténuantes, a permis de correctionnaliser des crimes autrefois déferés à la cour d'assises, et l'on sait si, en ce pays comme ailleurs, on a fait un large usage de cette procédure. La loi du 4 mars 1870, sur la réduction des peines subies en régime cellulaire, a diminué dans des proportions très fortes la durée de l'incarcération. La loi sur la libération conditionnelle a fourni à l'administration de nouveaux moyens d'atténuer les rigueurs de la prison et de les remplacer par une demi-liberté; enfin, l'article 9 de cette loi, concernant la condamnation conditionnelle, a créé une institution, excellente en son principe, mais trop souvent appliquée sans discernement, et qui, aux yeux de bien des prévenus, consiste essentiellement dans le privilège accordé à tous les Belges d'être condamnés une fois sans être punis.

En même temps, il ne faut pas perdre de vue que les infractions qui apparaissent dans les statistiques ne forment pas, et de loin, le mouvement total de la criminalité dans un pays. Il conviendrait d'y ajouter, d'abord, le nombre, certainement considérable de crimes et de délits qui demeurent à jamais inconnus, et que le parquet et les juges d'instruction ne sont pas mis à même de constater. Il faudrait y joindre ensuite les faits, présumés ou certains, qui constituent vraiment des infractions, et dont les auteurs se sont dérobés aux poursuites ou, bien que mis en prévention, n'ont pu être convaincus faute de charges suffisantes. Nous ne voulons pas faire ce calcul, impossible à exécuter d'ailleurs. Nous nous bornons à signaler la moyenne des crimes et des délits dont les auteurs sont demeurés inconnus, et à mettre ces chiffres en regard du nombre d'affaires jugées par les cours d'assises et tribunaux correctionnels. Sans vouloir dire que nous obtenons ainsi le coefficient de l'impunité en Belgique, ce qui serait inexact, nous pensons que la

simple comparaison, sans plus, est suffisamment instructive et intéressante.

Crimes et délits dont les auteurs sont restés inconnus	1886-1890	1891-1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901
	—	—	—	7	—	—	—	—
Affaires jugées (1)	14,241.6	19,209	22,045	24,506	22,203	21,417	22,647	23,180
	52,785.2	56,518.6	56,147	56,198	57,043	40,054	59,662	42,781

On remarquera une fort légère tendance à l'amélioration depuis quelques années (2), mais le phénomène, tel qu'il est, laisse encore place à de très sérieuses réflexions. Ce n'est point, d'ailleurs, dans les formes inférieures de la criminalité qu'il se localise. Le nombre de crimes restés impunis est toujours très considérable : 2,756.2 en 1885-1890, 3,796.2 en 1891-1895, 3,889 en 1896, 4,499 en 1897, 5,429 en 1898, 5,203 en 1899, 5,067 en 1900, 5,220 en 1901. Nous pouvons nous réjouir modestement en constatant ici la même tendance vaguement régressive que plus haut.

En outre, il convient, pour se faire une idée de la situation pénale, de se demander si l'indulgence des tribunaux ne devient pas plus grande, tant au point de l'acquiescement, qu'au point de vue de l'application de la peine et de la condamnation conditionnelle.

Sous le premier rapport, voici quelques chiffres qui nous permettent d'apprécier la sévérité relative des tribunaux correctionnels : 17.91 p. c. des prévenus ont été acquittés en 1898, 19.30 p. c. en 1899, 19.48 p. c. en 1900, 17.1 p. c. en 1901.

D'autre part, on constate depuis longtemps l'abus des courtes peines. Ainsi, pour ne citer qu'un chiffre : en 1901, sur le nombre des prévenus jugés par les tribunaux correctionnels, 2.5 p. c. seulement ont été condamnés à un emprisonnement de 6 mois à 1 an. et 2.3 p. c. à un emprisonnement de plus d'un an. Ce dernier phénomène n'est pas propre à la Belgique, il est à peu près général en Europe.

Reste, enfin, la condamnation conditionnelle. Il suffira sur ce point de transcrire ces quelques mots empruntés à l'*Introduction de la Statistique*

(1) Ce chiffre comprend les accusés jugés par contumace, ainsi que les affaires politiques et de presse. Les chiffres de 1896 et 1897 ont été rectifiés d'après l'*Annuaire statistique* de 1900 et de 1901.

(2) Il peut être intéressant de comparer les chiffres suivants, qui se rapportent à la France, d'après le *Compte général de l'administration de la justice criminelle*, 1902-1903 :

	1881-1885	1886-1890	1891-1895	1896-1900	1901
Crimes et délits dont les auteurs sont restés inconnus	61,112	77,107	89,106	92,064	96,886
Affaires jugées	192,118	193,403	204,198	182,317	168,143

judiciaire pour l'année 1901 : « Cette faveur, dans l'esprit de la loi, ne devait être accordée qu'aux condamnés primaires qui ont encore assez de sentiment de l'honneur pour qu'une menace de peine soit une peine suffisante. En fait, elle était accordée à la grande majorité des condamnés primaires, au point que beaucoup de condamnés croyaient avoir le droit de la revendiquer. Une circulaire du Département de la Justice du 12 août 1901 a rappelé aux parquets la prudence avec laquelle, au vœu de la loi, la condamnation conditionnelle doit être appliquée ». Parmi les condamnés qui peuvent en bénéficier, on remarque, en 1898, une proportion de 57.2 p. c.; en 1899, de 56.5 p. c.; en 1900, de 60 p. c.; en 1901, de 55.2 p. c. individus condamnés conditionnellement à l'emprisonnement, et une proportion de 78.6 p. c. en 1898, 78.5 p. c. en 1899, 78.5 p. c. en 1900, 76.4 p. c. en 1901 individus condamnés conditionnellement à l'amende. Il y a, comme on le voit, un recul dans l'octroi exagéré de cette faveur. On reste stupéfait néanmoins quand on constate que certains tribunaux en ont accordé le bénéfice dans 79.5 p. c. des cas en matière d'emprisonnement, et dans 89.5 p. c., 90.4 p. c., 93.4 p. c. et 97 p. c. des cas en matière d'amende !

Tout ceci étant posé, on peut étudier d'une manière plus fructueuse les données fondamentales de la statistique criminelle proprement dite. Nous nous bornerons à indiquer le nombre d'individus condamnés chaque année, en nous servant, pour pouvoir faire une comparaison exacte, du chiffre des condamnations individuelles :

	1886-1890.	1891-1895.	1896.	1897.	1898.	1899.	1900.	1901.
Condamnations	—	—	—	—	—	—	—	—
individuelles	40,254.6	45,652.6	44,854	45,854	54,799	59,291	59,445	64,544

Inutile de faire observer que, pour approuver sainement cette progression, il faut tenir compte de la progression correspondante de la population : 9.95 p. c. pour la période 1880-1890, et 10.28 p. c. pour la période 1890 à 1900.

Mais ce qui doit attirer surtout l'attention du législateur, c'est la proportion de délinquants primaires et de récidivistes que contient le nombre total des condamnés. Car si le nombre des premiers dépend de causes si complexes, si nombreuses, si infiniment variables qu'il échappe presque à l'influence directe de la législation, il ne saurait en être de même pour les récidivistes. Ceux-ci forment un groupe bien distinct dans la population criminelle; il est aisé de l'atteindre par des dispositions légales et on peut espérer, sans trop de présomption, qu'on arrivera à agir sur son développement et à l'enrayer. Car, et c'est là une des contestations les plus importante que nous livre la statistique, l'augmentation de la criminalité provient bien plus des récidivistes que des primaires. « Le coefficient de la récidive, c'est-à-dire le rapport du chiffre des récidivistes au chiffre total des condamnés, a passé, pour les hommes, de 42.96 p. c. en 1899 à 44.22 p. c. en 1900 et à 45.24 p. c. en 1901; pour les femmes, de 24.55 p. c. en 1899 à 26.10 p. c. en 1900 et

à 28.26 p. c. en 1901 (1). » Les condamnés primaires n'entrent dans la masse criminelle que pour 57 p. c. en 1899. 56 p. c. en 1900, 34.76 p. c. en 1901 (hommes), et pour 75.64 p. c., 73.89 p. c. et 71.74 p. c. (femmes).

Or, de quelles armes pouvons-nous nous servir pour combattre ce flot montant de la récidive? De quelques dispositions bien précaires et bien usées. Tout d'abord, on sait que, sauf un cas tout à fait exceptionnel, l'aggravation résultant de la récidive reste facultative pour le juge, et l'on a vu que le juge n'aime point à appliquer des peines de quelque durée. D'autre part, la loi exclut la récidive de crime sur délit, sous prétexte que la peine criminelle suffira pour l'aggravation, alors que, d'un côté, cette forme de la récidive trahit un penchant criminel qui se fortifie chez le délinquant, et que, d'un autre côté, toutes nos peines, à partir de l'emprisonnement, forment une échelle continue, à peu près identique, sauf quant à la durée : et, sur ce dernier point, quelle différence établir entre le minimum de la réclusion (peine criminelle) et le maximum de l'emprisonnement (peine correctionnelle)? Mais ce n'est pas tout. Il n'y a pas de récidive quand la première condamnation émane d'un tribunal étranger, et cela à une époque où certains délits sont devenus essentiellement internationaux. Faut-il citer les escrocs, les pick-pockets et les assassins cosmopolites? Il n'y a pas de récidive en matière correctionnelle lorsque la première condamnation n'a pas atteint un an; c'est-à-dire que, dans un nombre énorme d'hypothèses, un récidiviste avéré, endurci, chevronné, échappera à toute répression sérieuse et continuera, après quelques mois de prison, sa carrière, sa profession, sans désagrément grave; car les quelques mois de prison font, pour lui, partie de son métier, et peut-être pourra-t-il s'arranger pour les faire coïncider avec la saison d'hiver ou l'époque du chômage de son industrie spéciale. M. le Ministre a eu l'obligeance de communiquer à la section centrale un tableau qui est typique à cet égard. On y voit figurer un individu, âgé de 45 ans, condamné 83 fois pour vols, recel (57 condamnations correctionnelles, 26 condamnations de police), et qui doit subir en cellule une détention de 1,918 jours, alors qu'on avait prononcé contre lui une peine de 2,961 jours : on voit ici aussi l'effet, parfois malheureux, de la loi sur la réduction des peines. Enfin, le Code pénal ne s'occupe pas de la récidive spécifique, alors qu'on y trouve la source la plus abondante de la récidive elle-même.

(1) *Statistique judiciaire de la Belgique*, 4^e année, p. xxiv. Voici quelle est la proportion des récidivistes (hommes et femmes) en Allemagne et en France.

Allemagne.	1896	38.85 p. c.	France.	1881-1885	44 p. c.	(Compte général, 1902 et 1903.)
	1897	39.65 —		1886-1890	47 —	
	1898	40.01 —		1891-1895	46 —	
	1899	40.82 —		1896-1900	46 —	
	1900	32.74 —		1901	46 —	
	1901	42.09 —				

(*Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich*, 1898-1903.)

A la vérité, il y a quelques exemples de récidive spécifique dans nos lois : ainsi les contraventions, les infractions aux lois spéciales, les dispositions des articles 207 § 2, 453 et 544 du Code, constituent des cas de ce genre, mais combien insuffisants !

Cette récidive spécifique, très exceptionnelle, suppose, en effet, que l'on ait répété la *même infraction*, alors que, dans bien des cas, un récidiviste endurci ne recommence pas identiquement la *même infraction*, mais commet des infractions analogues entre elles, trahissant chez leur auteur la continuité de la même propension criminelle, bien que ces infractions soient qualifiées par le Code d'une manière distincte. Ainsi un individu habitué à vivre de fraudes, ne se rendra pas toujours coupable de vol, mais tantôt il se servira du vol, tantôt de l'abus de confiance, tantôt de l'escroquerie, etc., comme de moyens pour arriver à son but. Pour apprécier sainement la récidive spécifique, il faut donc sortir du cadre étroit des prescriptions légales et former des groupes d'infractions qui ont entre elles un lien de parenté.

Or, il résulte de la statistique — si l'on adopte les groupes qu'elle a créés *ad hoc* — que :

En 1898, sur 22,556 récidiv. (1)	11,436	sont occas.	et 11,120	spécialistes.
» 1899, » 20,588 (2)	10,441	»	10,147	»
» 1900, » 21,385 (2)	11,029	»	10,356	»
» 1901, » 25,794 (2)	12,208	»	11,586	»

Les spécialistes forment, à peu de choses près, la moitié des récidivistes. Mais chose plus significative encore, parmi les spécialistes eux-mêmes on voit se former deux groupes bien distincts : ce sont ceux qui, d'une part, ont l'habitude des vols, escroqueries, fraudes, recels, etc., et ceux qui, d'autre part, ont l'habitude de l'homicide et des lésions corporelles volontaires. Dans la première catégorie, les spécialistes forment en 1899, 52.9 p. c.; en 1900, 50.9 p. c., de la masse récidiviste; dans la seconde, ils forment, en 1899, 66.5 p. c., en 1900, 66.2 p. c. de la masse. Qu'on n'oublie pas que ces deux groupes d'infractions forment à eux seuls les plus gros chiffres parmi le nombre total d'infractions relevées en Belgique. Il est fort instructif de constater également que les délits contre la moralité, qui sembleraient devoir fournir la proportion la plus forte de spécialistes, sont commis, presque entièrement, par des récidivistes d'occasion.

On pourrait dégager encore des conclusions intéressantes de la statistique de l'ivrognerie comparée à celle de la récidive; on y verrait combien la proportion des récidivistes ivrognes, ou ayant agi sous l'influence de l'ivresse, est considérable.

De toutes ces indications de fait, si précises, si concordantes, ainsi que des avertissements sans cesse renouvelés de la science pénale, résulte la nécessité urgente de réformer notre législation au sujet de la récidive. On

(1) Condamnations individuelles.

(2) Individus condamnés.

voit en quelque sorte surgir, des faits mêmes constatés par la statistique, et l'impérieuse actualité du problème et les grandes lignes des solutions qu'il faut y apporter. Il y a peu de matières législatives où l'on se trouve entouré de pareils éléments de succès.

Aussi, la section centrale a posé, à cet égard, comme déjà auparavant, une question à M. le Ministre de la Justice. Elle est heureuse d'enregistrer la réponse qui y a été faite; elle prend acte de la promesse qu'elle contient et se permet d'attirer l'attention spéciale de la Chambre sur le tableau éminemment suggestif que M. le Ministre a bien voulu joindre à son envoi.

QUATRIÈME QUESTION.

Le Gouvernement ne compte-t-il pas saisir la Chambre d'un projet de loi ayant pour objet la récidive?

RÉPONSE.

Le Gouvernement compte saisir bientôt le Parlement d'un projet de loi sur la récidive.

Sa nécessité est manifeste.

La répression n'est pas assez énergique à l'égard des délinquants habituels, surtout quand on songe que l'application du barème de la réduction cellulaire diminue encore la durée de la détention.

Il suffit d'un coup d'œil sur le passé des récidivistes qui sont dans nos prisons, pour en être convaincu.

Ainsi, à la date du 19 janvier dernier, la prison secondaire de Gand renfermait 561 condamnés à plus de 6 mois d'emprisonnement et, parmi eux, 24 comptant au moins six condamnations antérieures.

Voici le tableau du passé judiciaire de ces 24 récidivistes :

Noms.	Âge.	Condamnation en cours d'exécution.			Condamnations subies antérieurement.		
		Motifs de la condamnation.	Peine prononcée.	Détention à subir en cellule.	Corrections.	de police.	Total.
A	29	Vol.	1095	768	4	3	7
B	30	Vol.	259	202	7	»	7
C	36	Vols.	835	595	6	4	10
D	22	Coups, rébellion, menaces.	225	177	2	9	11
E	24	Vols, outrages.	1403	974	7	4	11
F	41	Attentats à la pudeur.	1462	1013	8	4	12
G	33	Menaces, coups.	482	360	15	»	15
H	40	Vol, recel.	826	589	16	»	16
I	30	Vols.	1313	914	10	6	16
J	28	Coups, escroqueries.	695	502	12	5	17
K	32	Tentative de vol.	218	171	9	8	17
L	34	Vols, recel, coups.	1034	728	16	1	17
M	34	Soustractions frauduleuses.	317	216	15	3	18
N	50	Vols.	1460	1042	19	1	20
O	40	Tentative de vol.	1825	1255	16	5	21
P	24	Vols, outrages.	384	294	14	8	22
Q	34	Recels, outrages.	973	687	17	6	23
R	26	Tentative de vol et attentat à la pudeur.	738	530	15	9	24
S	65	Vol, rupture de ban de surveillance.	330	225	25	»	25
T	24	Vols, coups.	1675	1155	15	11	26
U	34	Vols.	1226	856	28	»	28
V	41	Vols.	1125	788	37	4	41
W	43	Coups, outrages, rébellion.	548	404	36	22	58
X	45	Vols, recel.	2961	1918	57	26	83

*
* *

A cette question de la récidive se rattache intimement la question de l'anthropométrie. L'utilité, nous pourrions dire la nécessité, de cette insti-

tution, qui n'est plus contestée à l'heure actuelle, apparaît plus évidente encore, si l'on réfléchit qu'elle est un complément indispensable de toute répression sérieuse et efficace de la récidivité nationale et surtout de la la récidive internationale. La section centrale ne peut que se rallier sur ce point aux considérations si justes développées, l'année dernière, par l'honorable M. Van Der Linden dans son rapport. Elle émet le vœu que la question fasse l'objet d'un nouvel examen par le Département de la Justice, et elle exprime la confiance que cet examen nouveau amènera la création d'un service destiné à compléter à ce point de vue notre système pénal.

*
* *

La section centrale a examiné la situation faite aux huissiers par certaines mesures récentes chargeant les gardes-champêtres et autres fonctionnaires de faire tous les actes de la justice répressive. Cette faculté appartient sans conteste au ministère public, aux termes de l'article 16 de la loi du 1^{er} juin 1849. En fait, on n'en avait guère fait usage. L'exhumation inattendue de cette disposition a causé aux huissiers, surtout à la campagne, un tort considérable, et plusieurs membres de la Chambre se sont fait l'écho de leurs plaintes, notamment MM. Van Der Linden, Versteyleu, Snoy et de Broeckville (1). Ils ont cité des exemples topiques des inconvénients causés par la mesure nouvelle, dus au peu de préparation des fonctionnaires inopinément appelés à remplir des devoirs qui leur ont toujours été étrangers. Ces inconvénients continuent à se manifester tous les jours : on pourrait constituer un dossier considérable à l'aide des citations nulles, bizarres ou incompréhensibles qui sont délivrées par ces agents improvisés. On peut se demander si, dans ces conditions, les intentions des auteurs de la loi de 1849 sont respectées : « Le projet n'a voulu accorder qu'une simple faculté, disait M. le Ministre de la justice (2), dont le ministère public usera suivant les circonstances. Il faut laisser au ministère public le soin d'apprécier ces circonstances, mais il ne pourra faire usage de cette faculté qu'avec une grande réserve. *Là où il y aurait lieu de craindre que des nullités viennent entraver le cours de la justice*, il lui sera toujours loisible d'employer le ministère des huissiers. » On ne saurait nier que cette situation existe, et, dès lors, la loi, l'intérêt public et celui des huissiers paraissent être d'accord pour que l'on revienne à la pratique antérieure. La section centrale émet le vœu que des instructions soient données en ce sens.

Elle se permet de rappeler également la question toujours pendante de l'abrogation de la commission d'huissier. Soulevée à plusieurs reprises, elle semble n'avoir guère rencontré d'objections. Bien plus, un projet de loi a été déposé sur ce point, le 10 juin 1896 (3), par M. Begerem. On pourrait utilement faire revivre ce projet, que la dissolution, avenue depuis lors a fait disparaître.

(1) Séances du 24 juillet, 29 juillet 1905, pp. 2098, 2105, 2117; du 19 février 1904.

(2) Séance du 9 mars 1849, p. 918.

(3) Session de 1895-1896, p. 254.

Enfin la section centrale s'est occupée de la situation des employés des greffes et de certaines observations, présentées déjà en 1903, au sujet de l'application de la loi du 27 novembre 1891.

Sur le premier point, elle estime qu'il y a lieu de soumettre cette question à un examen sérieux, tant au point de vue du barème des traitements qu'au point de vue de la stabilité des fonctions. Elle se permet de la signaler à l'attention spéciale de M. le Ministre de la Justice. Sur le second point, elle se réfère à la note insérée dans le rapport sur le budget de 1904.

* * *

L'ensemble du budget a été adopté par 6 voix contre 1.

Le Rapporteur,

LÉON DE LANTSHEERE.

Le Président,

E. NERINCX.

ANNEXE

Pour satisfaire à une demande des sections, voici la liste des publications du ministère de la justice :

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES DU DÉPARTEMENT.

Circulaires, instructions et autres actes émanés du ministère de la justice ou relatifs à ce département. Années 1899-1900, 1901-1902. Chaque période biennale donne lieu à un volume in-8° de 500 à 600 pages. — En vente à la direction du *Moniteur belge*. Prix : fr. 7.50 le volume.

Statistique judiciaire de la Belgique, 4^e année, 1901. (Statistiques pénales, civile et commerciale, pénitentiaire, de la mendicité et du vagabondage, des grâces et de la libération conditionnelle, de la police des étrangers, des aliénés) LXX-350 pages. — En vente chez M^{me} veuve Larcier, éditeur, rue des Minimes, n^{os} 26-28. et à la Société belge de librairie, rue Treurenberg, n^o 16, à Bruxelles. Prix : 7 francs.

PUBLICATIONS NON PÉRIODIQUES.

Loi du 27 novembre 1891 pour la répression du vagabondage et de la mendicité. Documents législatifs. 1 v. in-8°, 264 pages. — En vente à la direction du *Moniteur belge*. Prix : 5 francs.

Lois du 27 novembre 1891 sur l'assistance publique et sur l'assistance médicale gratuite. Documents législatifs. 1 vol. in-8°, 1018 et 142 pages. — En vente à la direction du *Moniteur belge*. Prix : 6 francs.

Fondations de bourses d'études établies en Belgique. Fondations isolées dites « volantes ». Province d'Anvers. 1 vol. in-4°, 1,072 pages. Prix : 20 fr. — Brabant. 1 vol. in-4°, 1,136 pages. Prix : 25 francs. — Flandre occidentale. 1 vol. in-4°, 318 pages. Prix : 10 francs. — Flandre orientale. 1 vol. in-4°, 453 pages. Prix : 10 francs. — Hainaut. 1 vol. in-4°, 1,564 pages. Prix : 25 francs. — Liège. 1 vol. in-4°, 792 pages. Prix : 15 francs. — Limbourg. 1 vol. in-4°, 666 pages. Prix : 15 francs. — Luxembourg. 1 vol. in-4°, 216 pages. Prix : 7 francs. — Namur. 1 vol. in-4°, 244 pages. Prix : 7 francs. — En vente chez P. Weissenbruch, éditeur, rue du Poinçon, n^o 45, à Bruxelles (Il existe des tirés à part des actes de chaque fondation. Prix : fr. 0.25 la feuille de 8 pages d'impression : minimum, fr. 0.50 par tiré à part.)

Réforme de la bienfaisance publique en Belgique. — Résolutions et rapport général de la commission spéciale. — Rapporteur : Cyr. Van Overbergh, directeur général de l'enseignement supérieur, des sciences et des lettres. 1900. 1 vol. in-8°, 506 pages. — En vente à la Société belge de librairie, rue Treurenberg, n^o 16, à Bruxelles. : Prix : 10 francs.

En outre, le *Moniteur belge* et le *Bulletin des lois et arrêtés*.

(99)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 23 FEBRUARI 1904.

Begrooting voor 't Ministerie van Justitie, dienstjaar 1904 (1).

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER DE LANTSHEERE.

MIJNE HEEREN,

De Begrooting voor het Ministerie van Justitie, dienstjaar 1904, bedraagt 27,123,600 frank. Dat is 269,050 frank meer dan de kredieten, toegekend op de Begrooting voor 1903, welke 26,854,550 frank beliep.

Verder zullen wij deze verhoogingen onderzoeken. Het kan van belang zijn, eerst en vooral aan te teekenen hoe deze begrooting in de laatste vijf jaren toenam.

In 1900 beliep zij 25,015,585 frank.

1901	»	26,419,900	»
1902	»	26,822,600	»
1903	»	26,854,550	»
1904	»	27,123,600	»

Dus nemen de cijfers in 1903 en 1904 minder toe dan in 1900, 1901 en 1902.

De op deze Begrooting voorziene verhoogingen betreffen voor 249,050 fr. de gewone uitgaven, en voor 20,000 frank de buitengewone; er is eenige vergoeding, ten gevolge van vermindering van kredieten.

Ziehier, overigens, hoe de door ons aangeduide cijfers zijn onderverdeeld :

(1) Begrooting n^o 4, IV.

(2) De Middenafdeling, voorgezeten door den heer NERINX, bestond uit de heeren DEHRAIX, VAN DER LINDEN, DE JAER, CARTON DE WIART, DELBASTÉE, DE LANTSHEERE.

Eerste sectie. — Gewone uitgaven.**HOOFDSTUK I. — MIDDENBESTUUR.**

ART. 2. — Jaarwedden der ambtenaren, beambten en bedien-	
den	fr. 20,000 »
ART. 3. — Materieel	5,000 »

HOOFDSTUK II. — RECHTERLIJKE MACHT.

ART. 8. — Hoven van beroep. Personeel	fr. 28,000 »
ART. 10. — Rechtbanken van eersten aanleg en van koop-	
handel. Personeel	38,000 »
ART. 11. — Rechtbanken van eersten aanleg en van koop-	
handel. Vergoedingen aan de griffiers voor het materieel der	
griffies	2,000 »
ART. 12. — Vrederechten en politierechtbanken. Personeel	42,000 »

HOOFDSTUK III. — KRIJGSGERECHT.

ART. 14. — Krijgsgerechtshof. Personeel. Vergoedingen voor	
den dienst van het secretariaat van den auditeur-generaal . fr.	500 »
ART. 16. — Krijgsraden. Personeel	500 »

HOOFDSTUK VII. — EEREDIENSTEN.

ART. 28. — Lagere gestelijkheid van den katholieken eere-	
dienst	fr. 57,000 »
ART. 30. — Hervormde en anglicaansche eeredienst. Perso-	
neel	1,900 »
ART. 32. — Israëlitische eeredienst. Personeel	1,550 »

HOOFDSTUK IX. — GEVANGENISSEN.

ART. 47. — Jaarwedden der ambtenaren en beambten . fr.	40,000 »
ART. 48. — Vergoeding voor huisvesting aan zekere ambte-	
naren en beambten	19,000 »

Tweede sectie. — Buitengewone uitgaven.**HOOFDSTUK XIII. — VERSCHILLENDE DIENSTEN.**

ART. 61. — Bouwen van celgevangenhuizen te Oudenaarde,	
Turnhout en Brussel. Aankoop van gronden. Plans. Werken	
tot aanbouw en voltooiing	fr. 20,000 »
Te zamen	275,250 »

Daarvan zijn af te trekken de verlagingen van de volgende kredieten :

ART. 6. — Hof van cassatie. Personeel	fr. 5,000	
ART. 27. — Hoogere geestelijkheid van den katho-		
lieken eeredienst	1,200	4,200 »
Blijft. . . fr.	269,050	»

De inleidingsnota der begrooting geeft de volgende inlichtingen over die verhoogingen :

De verhooging onder artikel 2 dient om ingevolge de verordeningen, verhooging van jaarwedde te verleenen.

De verhooging onder artikel 3 dient tot het aankopen van werken over de wetten van vreemde landen.

Die onder artikelen 8, 10 en 12 zijn het gevolg van de toepassing der wetten en reglementen op de jaarwedden, alsmede van het instellen van drie plaatsen van raadsheer in het Hof van beroep te Brussel, eene plaats van toegevoegd griffier en drie plaatsen van parketsklerken.

De verhooging onder artikel 11 spruit voort uit het toenemend getal zaken bij de rechtbanken van eersten aanleg en van koophandel, wat meer kantoorbehoefden en gedrukte formules vergt.

De verhooging onder artikelen 14 en 16, krijgsgerecht, zijn het gevolg van de toepassing der wetten en bevorderingen betreffende de jaarwedden.

De verhooging onder artikel 28 wordt veroorzaakt door het ontwerp om tot een bedrag van 30,000 frank nieuwe plaatsen onder de katholieke lagere geestelijkheid in de stellen, en door het wetshalve verhoogen van sommige jaarwedden, tot een bedrag van 27,000 frank.

De verhooging onder artikel 30 is bestemd tot vergelding der diensten van twee hulppredikanten; die op artikel 32 strekt tot het instellen van eene plaats van Israëlitisch dienstdoende priester te Oostende, en tot vergelding der diensten van een des zomers te Spa dienstdoenden priester.

Onder artikel 39 en artikel 40 wordt overgedragen eene som van 60,000 frank, strekkende om de onkosten van het aankopen van vee te verbinden aan het materieel van het landelijk gebied der weldadigheidsscholen.

De verhooging onder artikel 47 volgt, tot een bedrag van 30,000 frank, uit het instellen van nieuwe plaatsen van beambten in de gevangenissen, en tot een bedrag van 10,000 frank, uit de reglementaire verhooging der jaarwedden.

De verhooging onder artikel 48 dient tot betaling der vergoeding voor huisvesting van twee hoofdtoezieners, van de aalmoezeniers der gevangenissen van 3^e klasse en van de onderwijzers.

Eindelijk, de verhooging met 20,000 frank, onder artikel 61, strekt hoofdzakelijk tot het voltooien van den bovenbouw der Brusselsche gevangenis, op het grondgebied van Vorst.

* * *

In dato van den 19ⁿ Januari 1904, stuurde de heer Minister van Financiën en Openbare Werken onderstaanden brief toe aan den heer Voorzitter der Kamer, die hem overmaakte aan de Middenafdeeling :

« Brussel, 19^e Januari 1904.« *Den heere Voorzitter van de Kamer der Volksvertegenwoordigers,*

» MIJNHEER DE VOORZITTER,

» Ik heb de eer U mede te deelen, dat de heer Minister van Justitie van plan is een sparrebosch van nagenoeg 4 hectaren aan te koopen, vlak » over de weldadigheidsschool voor meisjes, te Beernem, om te verhinderen » dat dit eigendom eene bestemming zou krijgen strijdend met de belangen » van dit gesticht van den Staat.

» Te dien einde verlangt hij dat de tekst van artikel 62 van het ontwerp » van Begrooting voor zijn Departement, dienstjaar 1904, wordt aangevuld » met de woorden : *Aankoop van gronden*, en het krediet van 25,000 frank » gebracht tot 59,000 frank.

» Ten gevolge van deze wijziging, beloopt het ontwerp van Begrooting :

» 1 ^o In gewone uitgaven	fr. 26,198,600 »
» In buitengewone uitgaven	959,000 »

» Te zamen.	fr. 27,157,600 »
---------------------	------------------

» Aanvaard, bid ik U, Mijnheer de Voorzitter, de verzekering mijner » hoogachting.

» *Voor den Minister van Financiën en Openbare Werken :*

» *De Minister van Spoorwegen, Posterijen en Telegrafen,*

» JULES LIEBAERT. »

ONDERZOEK IN DE AFDEELINGEN.

In de afdeelingen werden slechts korte aanmerkingen gemaakt. Wij sommen ze hier vlug op :

Eerste afdeeling. — Een lid vraagt hoe het staat met het ontwerp tot herinrichting der openbare weldadigheid. Een ander lid verlangt te weten of de heer Minister van Justitie niet geneigd is, de wijziging der wetsbepalingen op herhaling, alsmede de herziening der wet op de vennootschappen voor te stellen. Een lid wijst op de bezwaren ten gevolge van de toepassing der nieuwewet tot vermeerdering van het getal Kamers bij het Hof van beroep te Brussel. Een lid denkt dat er eene hervorming noodig is, in zake de gerechtskosten : die kosten beloopt te hoog, vooral voor vonnissen bij verstek. Een lid vraagt om maatregelen tot het verhoogen van de jaarwedde der magistraten bij de rechtbanken van eersten aanleg. Een ander lid brengt in dat die zaak op voldoende wijze is geregeld door de jongste hervorming.

Tweede afdeeling. — Talrijke wetsontwerpen, zegt een lid, zijn overgelegd en rijp voor de beraadslaging. De Regeering zou wat meer moeten aandringen op spoedige behandeling. Daartoe zou de wijze van werken in het Parlement moeten veranderen, zooals in Duitschland geschiedde. Er zou eene commissie worden ingesteld, die het gevoelen van de gansche Kamer weerspiegelt, en deze commissie zou, eenmaal hare werkzaamheden afgevoerd, voorstellen, de door haar bestudeerde ontwerpen in hun geheel goed te keuren. Een ander lid handelt over de voorstellen betreffende het onderzoek naar het vaderschap, en zegt van plan te zijn om de bijeenroeping uit te lokken van de commissie die ze heeft te onderzoeken. Een lid komt op tegen de verhooging van jaarwedden, ten gevolge van het instellen van nieuwe posten. Een lid vraagt om herinrichting der openbare weldadigheid.

Derde afdeeling. — Een lid vraagt of de regel, die aan ambtenaren verbiedt zich met partijstrijd te bemoeien, van toepassing is op de magistraten die candidaat waren bij de gemeenteverkiezingen. Een lid antwoordt dat gemeenteverkiezingen uit haren aard geene politieke verkiezingen zijn. Een ander lid voegt hierbij dat, is bedoelde omzendbrief van toepassing op sommige ambtenaren, hij het ook moet zijn op magistraten.

Vierde afdeeling. — Geene opmerking aan te teekenen.

Vijfde afdeeling. — Een lid dringt aan op het overleggen van een ontwerp van wet tot regeling van het beroep van wisselagent, en een ander ontwerp op de openbare nitgifte van waarden. Een lid spreekt over het bestaande stelsel voor het toekennen van toelagen tot herstelling van gerangschikte monumenten. Soms worden daarvoor minder toelagen verleend dan onder het vroegere stelsel, omdat het Departement van Justitie zich moet verstaan met dit van Schoone Kunsten. Hetzelfde lid acht het niet billijk de toelagen voor gebouwen van den eeredienst te beperken tot 25,000 frank, in plaatsen die geene stad zijn. De afdeeling vraagt om mededeeling van de lijst der stukken, uitgegeven door het Ministerie van Justitie. Een lid vraagt om herziening van het bestaande stelsel betreffende de krankzinnigen.

Zesde afdeeling. — Geene aanmerking wordt gemaakt.

De begroting werd goedgekeurd :

In de 1^e afdeeling, met 8 stemmen tegen 3 en 2 onthoudingen.

— 2^e — — 13 — en 1 onthouding.

— 3^e — door de aanwezige leden, min 3 onthoudingen.

— 4^e — met 6 stemmen tegen 1 en 2 onthoudingen.

— 5^e — — 7 — en 2 onthoudingen.

— 6^e — — 6 stemmen tegen 3 en 2 onthoudingen.

ONDERZOEK IN DE MIDDENAFDEELING.

De Middenafdeeling achtte het raadzaam een aantal vragen tot de Regeering

te richten. Zij worden hier opgenomen met het er op gegeven antwoord, behalve eene vraag die elders beter op hare plaats staat.

EERSTE VRAAG.

Wat is de Regeering van plan in zake de herinrichting der openbare weldadigheid?

TWEDE VRAAG.

Is de Regeering niet vanzins de herziening voor te stellen van de wet op het stelsel voor behandeling van krankzinnigen, inzonderheid voor de waarborgen, vereischt bij opsluiting?

ANTWOORD.

De Regeering legde ter studie een ontwerp tot versmelting van de besturen die thans zijn afgescheiden van de weldadigheidsbureelen en van de godshuizen. Dit ontwerp zou insgelijks de talrijke bepalingen, betreffende die besturen, tot een wetboek maken.

ANTWOORD.

Twee hoofdzakelijke grieven worden aangevoerd tegen onze wetten betreffende de behandeling van krankzinnigen.

Vooreerst werd gezegd dat er nieuwe waarborgen dienen gegeven te worden om willekeurige opsluiting te vermijden.

Doch werkelijk werden in dat opzicht geene misbruiken aangeklaagd. Ook mag niet worden vergeten dat naar het bestaande stelsel de opsluiting gepaard gaat met talrijke waarborgen : waarborgen van geneeskundigen aard, zijnde een getuigschrift, vereischt voor het toelaten en het bijzonderlijk bewaken van den kranke, tijdens de eerste dagen zijner opsluiting; waarborgen van gerechtelijken en van administratieven aard, overhandigd aan den voorzitter der rechtbank en aan den Procureur des Konings, den Gouverneur, de bestendige deputatie, den burgemeester, de comiteiten van toezicht en bewaking, den algemeenen opziener en de toegevoegde opzieners; ten slotte, algemeene waarborgen, in het recht voor de opgesloten en om hunne klachten rechtstreeks te doen geworden aan het hoofdbestuur, en in de vrijheid voor de drukpers om te wijzen op gepleegde onregelmatigheden.

Er is ook gezegd dat het raadzaam ware meer kranken te behandelen zooals wordt gedaan met het stelsel van verpleging in familie, te Gheel en te Lierneux.

Doch er is een onderscheid van zeer kieschen aard te maken tusschen de ver-

3^e VRAAG.

Is de Regeering niet van plan om bij de Kamer een wetsontwerp in te dienen tot verlaging der gerechtskosten?

5^e VRAAG.

Van welk toevluchtshuis voor vrouwen is spraak in artikel 60 der Begrooting?

schillende kranken, en dat komt toe aan de geneesheeren, verkoren door deze kranken of de hen bewakende personen. Het hoofdbestuur zou inbreuk maken op de rechten der familiën, moest het zich de macht toekennen om op zichzelf of door toedoen zijner geneesheeren te beslissen over de beste wijze van behandeling voor iederen krankzinnigen persoon.

ANTWOORD.

Tot hiertoe wordt nog geen ontwerp opgemaakt tot vermindering der gerechtskosten over het algemeen. Vooralsnu werd overigens geen practisch stelsel aangeduid om redematig die kosten te verlagen.

Evenwel bestudeert het Departement van Justitie de verschillende bepalingen, in dien zin aangenomen door naburige landen, met name Frankrijk.

Een bijzonder ontwerp werd opgemaakt in zake vervreemding en deeling der goederen van minderjarigen en andere onvermogens. Waarschijnlijk kan het in den toekomenden zittijd worden overgelegd.

ANTWOORD.

Van het toevluchtshuis voor vrouwen, te Brugge.

Er is besloten het buiten de stad over te brengen en er is een grond voor het nieuw gesticht aangekocht.

Nog dit jaar kunnen de werken worden aangevangen.

* * *

Het schijnt moeilijk om in een verslag over de Begrooting van Justitie, dienstjaar 1904, niet te gewagen van eene herinnering, waarmede al wie zich om onderscheidene redenen toelegt op het bestudeeren der wetten, zich bekreunt. Wij bedoelen den honderdsten verjaardag van het Burgerlijk Wetboek, in zijn geheel afgekondigd den 21 Maart 1804 (30 ventôse jaar XII), waardoor voorgoed werden vereenigd de zes en dertig wetten, die afzonderlijk waren in 't licht gegeven. Ongetwijfeld hoeven wijer geenegeschiedenis, met al hare wisselvalligheden, van op te maken. Het gebied van het Burgerlijk

Wetboek der Franschen, eerlang Napoleontisch Wetboek geheeten (1), strekte zich, toen het zijn toppunt had bereikt, uit over onderscheiden landen van Europa, en nog onlangs waren zelfs in zekere streken van het Duitsche Rijk zijne bepalingen van toepassing. Doch de keerende oorlogskans, het ontwakken der nationaliteiten, schier overal opvolgende codificeering, met name die welke in 1900 het burgerlijk recht in Deutschland eenmaakte, beperkten van lieverlede de grenzen van zijn gebied, zonder evenwel te kunnen wegnemen den diepen duurzamen indruk, welken het had achtergelaten. En 't mag worden bevestigd dat, buiten allen bijzonderen invloed, het denkbeeld en bovenal het welslagen van die grootsche onderneming op zichzelf alleen een voorbeeld en een prikkel was, waarin de wetgevers van verschillende landen toonbeelden vonden en de noodige kracht putten om hunne oorspronkelijke ondernemingen goed te volvoeren.

Voor de hoofdtrekken, bleef ons land getrouw aan het gewrocht van 1804. Ook raakt de honderdste verjaardag van het Burgerlijk Wetboek ons van heel nabij. En ofschoon de oorsprong van dat recht ons vreemd is, ofschoon het ons door verovering werd opgedrongen, zoo nauwkeurig en lenig past het bij onze zeden, dat wij als 't ware ons eigen gerechtelijk verleden voelen herleven, wanneer wij zijne honderdjarige heerschappij viëren. Dus moet het geene verwondering baren, zoo in het werk over rechtsaangelegenheden, opgemaakt door de Maatschappij voor wetgevende studie, te Parijs, hoofdstukken voorkomen betreffende het Burgerlijk Wetboek in Frankrijk en de Belgische uitlegging van het Burgerlijk Wetboek, en zoo het opstellen van die studiën werd toevertrouwd aan twee onzer uitstekendste hoogleeraars (2). Ook had België niet gewacht tot den datum van 21 Maart 1904 om dien honderdsten verjaardag te herdenken, en reeds bij den aanvang van het gerechtelijk jaar werden merkwaardige redevoeringen daaraan toegewijd (3).

Onze grondwetgevers schijnen slechts geringe bewondering, en dan nog mits voorbehoud, te hebben gekoesterd voor de Fransche wetboeken. Iedereen weet dat in een berucht geworden artikel, ten gevolge van den verborgen'spot die er in doorstraalt, « het Nationaal Congres verklaart dat het noodzakelijk is om door afzonderlijke wetten en *zoo spoedig mogelijk*... de wetboeken te herzien. » Deze wensch van het Congres werd slechts gedeeltelijk verwezenlijkt. Behalve enkele wijzigingen, zijn het Burgerlijk Wetboek, het Wetboek van Strafvordering, het Wetboek van Strafvordering gebleven zooals zij in 1830 waren. Het Wetboek van Koophandel is schier gansch herzien en alleen het Strafwetboek werd volkomen omgewerkt. Men mag zich afvragen of deze traagheid en uiterste voorzichtigheid bij het hervormen der wetboeken niet verstandiger en bedachtzamer is dan de wat koortsige haast, waarmede onze grondwetgevers wilden te werk gaan.

(1) Wet van 5 September 1807.

(2) De heeren VAN BIERVLIET, professor bij de Leuvensche Hoogeschool, en HANSSENS, professor bij de Brusselsche Hoogeschool.

(3) *Napoléon et le Code civil*, door den heer DENS, advocaat-generaal bij het Hof van beroep te Brussel en *le Centenaire du Code Napoléon*, door den heer TH. BRAUN, advocaat bij hetzelfde Hof.

Wat inzonderheid het Burgerlijk Wetboek betreft, zijn vele uitstekende mannen van oordeel dat dit niet op eene te kiesche wijze kan worden herzien. Ongetwijfeld werd het werk tot herziening van het Burgerlijk Wetboek niet uit het oog verloren. Het voorontwerp, opgemaakt door den heer Laurent, was daartoe de soms nogal ongelukkige inleiding, want men zou niet kunnen zeggen of het iemand heeft overgehaald tot eene algeheele versmelting onzer burgerlijke wetten; doch stellig weet men dat het velen daarvan afkeerig heeft gemaakt. Anderzijds heeft de Commissie tot herziening (1) van het Burgerlijk Wetboek, den 15^e November 1884 aangesteld, beurtelings schier al de haar onderworpen vraagstukken bestudeerd, en zij staat op het punt om hare beraadslagingen te sluiten. Wat meer zegt, een deel van haren arbeid kwam reeds voor de Kamer, in den vorm van wetsontwerpen die, wel is waar, ten gevolge der ontbinding, vervielen. Ondanks dien aanzienlijken arbeid, schijnen de openbare meening noch de rechterlijke stand erg ingenomen te zijn met het denkbeeld dat gansch het burgerlijk recht ter sprake zou komen, betwist, gezift en wellicht omgewenteld worden. Men schijnt te gevoelen dat eene zoo grondige vernieuwing niet beantwoordt aan daarmede overeenkomende veranderingen in onzen maatschappelijken toestand. Men stelt weinig vertrouwen in bespiegelaars, die van het recht eene afgetrokken wiskunde zouden maken, en in de mannen van practijk die het willen verkleinen tot eene verzameling voorschriften en formules. Hoeft het te worden gezegd? Vooral koestert men wantrouwen jegens het parlementair stelsel, zooals het thans bestaat, en men is beducht om zoo gevaarlijk eene taak toe te vertrouwen aan lieden die soms onbedreven, zooniet onbekwaam schijnen.

En dat gevoelen uit zich niet slechts ten opzichte van eene gansche en volstreckte herziening; het strekt zich zelfs vaak uit tot de gedeeltelijke verbeteringen, de broksgewijze hervormingen die men zou wagen. Zooals Savigny nagenoeg 90 jaar geleden zegde, schijnt iedereen te betwijfelen « of onze eeuw roeping heeft voor wetgeving (2) », zelfs binnen deze bescheiden perken.

Door een zonderling en gansch toevallig samentreffen, is het gevoelen van vele rechtskundigen, over de waarde en de rol der codificeering, volkomen gewijzigd geraakt in de jongste jaren, en wordt de invloed der wetgevende werking, voor het vormen en ontwikkelen van het recht, niet meer onder hetzelfde daglicht en niet even gunstig als vroeger beschouwd. Deze vroegere opvatting kan niet beter worden beschreven dan de heer Boutmy het, ongetwijfeld met zekere spotternij, deed... « Codificeering, zegt hij, is eene doortastende daad van den wetgever, die als 't ware het recht afsnijdt van zijn oorsprong, het gansch steunt op rede, rechtvaardigheid, open-

(1) Ofschoon doorgaans onder dien naam bekend, toch heeft de Commissie niet tot taak een nieuw Wetboek op te maken, doch enkel, volgens de bewoordingen van het koninklijk besluit waarbij zij werd ingesteld, « zekere gedeelten om te werken en sommige teksten derwijze op te stellen dat alle bewisting onmogelijk wordt gemaakt. »

(2) *Vom Beruf unserer Zeit für Gesetzgebung und Rechtswissenschaft*, 1814.

baar belang, overeenstemming en onderlinge afhankelijkheid van de artikelen, en die hem ontslaat van het opsporen van voorbeelden of titelen, buiten eene rechtsgeldige oorkonde. na den dag der afkondiging. Wien hooger wil opklimmen, schijnt de wet zelve te antwoorden : Waartoe strekt zulks ! Al het verledene is verrekend en er is als 't ware een nieuw uitgangspunt... Codificeering..., dat is het gedagteekend en onderteekend kunstgewrocht, dat op de volmaakte schikking zijner bestanddeelen de aandacht en belangstelling vestigt, welke later te beurt vielen aan de traagzame en bescheiden verrichtingen, waaruit elke wezenlijk en levend wezen ontstaat. Heeft het tot wetboek vereenigd recht zijne wijsbegeerte, het heeft ook zijne logiek. Het oppergezag van een tekst, die zijne oorzaken ontvreemdt door zijne redenen op te geven — en er {weinig andere opgeeft dan gesteund op bovennatuurkunde of practijk — zet den rechtskundige aan om ontleding tot zijn gewoon stelsel te maken. In dien tekst zoeken en daaruit afleiden algemeene beginselen, nauwkeurige bepalingen, geschikt om den hoofdinhoud van doorslaande slotredenen te leveren, alles te herleiden tot dit klein getal eenvoudige gegevens, en alles vervolgens leiden tot duidelijke besluiten, tot dwangformules, die het voorkomen en den toon hebben, welke bij de wet past, ziedaar de verhevenste beredeneerde eerezucht, de meest herhaalde poging, en op den duur het stelsel van onbewust begrip. Afgetrokken stellingen, spitsvondige mondelinge uitleggingen, sterk aaneengeschakelde afleidingen, soms overdreven vereenvoudiging, steeds afdoende besluiten, ziedaar in welk bestendig gezelschap het vernuft leert zich te bewegen en het met voorliefde doet... (1) » Dat moet het geval wezen, zoodra men het tot wetboek vereenigd recht beschouwt als oppersten en afdoenden regel, bestemd om alle gevallen op te lossen, die zich nu en in de toekomst kunnen voordoen. En dus ligt al het werk van den vertolker besloten in deze twee verrichtingen : nauwkeurig de gedachte der wetboekmakers bepalen en vervolgens, door een tot het uiterste gedreven stelsel van afleiding, de oplossing vinden van het samenvattend vraagstuk, door de practijk opgeworpen. Deze oplossing, ter loops zij het gezegd, mag niet achterblijven ; zij moet, per postulaat, ergens bevat zijn in het net der afleidingen, uit de beginselen getrokken. Want eenerzijds kan men ze nergens elders zoeken dan in den wil des wetgevers, en anderzijds moet men ze daarin {noodzakelijk ontdekken, vermits de burgerlijke rechter steeds moet berechten.

Met verschillende graden en verzachtingen, afgeleid uit de billijkheid, is dat in den grond het stelsel dat de bovenhand heeft bij hen die de *school der vertolkers van het Burgerlijk Wetboek* uitmaken, zooals het werd geheeten (2). Doch het rechtskundig leven, noch het maatschappelijk leven dat daarin wordt weerspiegeld, vergenoegen zich met zulke oplossing : dat

(1) E. BOUTMY, *Les rapports et les limites des études juridiques et des études politiques*. Revue internationale de l'enseignement, 1889, t. XVII, blz. 222-225; Conf. FR. GÉNY, *Méthodes d'interprétation et sources en droit privé positif*, 1883, blz. 49-50, en *passim*.

(2) E. LAMBERT, *La fonction du droit civil comparé*, 1903, blz. 21 en vlgg.

kunnen schoolsche beslissingen zijn, doch geene rechterlijke. De eischen der practijk verwerpen zij hardnekkig, zij doen er den onredelijken, soms ergerlijken aard van uitschijnen en leggen op den duur de grondgebreken van het stelsel bloot. Voorzeker moet men den wil der wetboekmakers doorgronden, zelfs dwars door oppervlakkige of verwarde voorbereidende werken, zelfs dwars door den sluier van de duistere en soms weinig samenhangende bepalingen; doch is men, alles wel ingezien, er zeker van dat men dien wil heeft bevat, is men er zeker van dat zij een bepaalden wil hebben over een of ander voorwerp? En wat betreft de daaruit af te leiden besluiten, ondersteld dat zij onberispelijk werden afgeleid, zou men durven beweren dat zij ze alle zouden hebben afgeleid, zonder te letten op andere belangen dan de logische zuiverheid hunner sluitredenen? Zouden zij zelven niet afgeschrikt zijn geworden door dien vloed van redeneeringen, welke schier altijd des te meer afwijken van de waarheid en van de wezenlijkheid, naarmate zij meer afwijken van het uitgangspunt? En wat gezegd over de nieuwe toestanden, welke het leven iederen dag doet ontstaan; die steeds terugkeerende gevallen, welke als vanzelf ontspruiten uit de huishoudkundige, staatkundige, maatschappelijke en zelfs internationale vervormingen, die geen mensch zoo lang te voren kan voorzien? Ze oplossen volgens de inzichten van den wetgever, is deze inzichten uitdrukken, niet meer zooals zij waren in 1804, maar wel zooals de heer R. Saleilles zegt (2), ze zich verbeelden gelijk zij heden zouden zijn. Men maakt den wetgever tot een soort van ingebeeld, mythisch en bestendig persoon, die in 1904 zijne beslissingen van 1804 komt terechtwijzen, of liever de beginselen die hem toen deden handelen komt geschikt maken voor de feitelijke behoeften die het thans vergen. Men kan evengoed zeggen dat de wetgever, op wien men zich beroept, de hedendaagsche wetgever is, zooals men hem zich voorstelt, of zooals men verlangt dat hij wezen zou, zonder de tot zijn gestel behorende zintuigen, waarmede hij zich uitdrukt. Zoo kan men onderstellingen aanhalen, waarin het rechtsbegrip sedert honderd jaar zoozeer verschildte dat de rechtbanken, onder den druk van bestaande denkbeelden en dien van hun eigen geweten, beslissingen uitbrengen welke door allen worden beaamd, doch waarvan men te vergeefs de rechtvaardiging zou zoeken in den geest of de letter der wet.

Moet men deze vanzelf ontstaande uitingen van het rechtsbegrip, welke bewijzen dat er eene steeds verborgen en onuitputtelijke bron van het recht, te weten de gewoonte, bestaat, aannemen en aanmoedigen? Moet men naast de wet, in dezer margina, een zelfstandig orgaan van rechtskundige verbetering laten bestaan, of moet men zooals vroeger uitroepen: Van het billijkheidsgevoel der parlementen, verlos ons, Heer! en met engere strengheid, met meer strafbare bekrompenheid, omdat zij minder vertrouwend zal wezen, het ontledend en afleidend stelsel toepassen, waarmede het leven en de vrije gang der menschelijke belangen den spot drijven?

(1) Voorrede van het werk des heeren Gény, blzz. III, IV.

Tusschen beide scholen en beide oplossingen hebben wij geene uitspraak te doen. Neemt men de eerste aan, dan ziet men voor immer af van de herziening of zelfs van wetsverbetering van ons burgerlijk recht, en vervangt men het door een willekeurig stelsel van hervorming, onder een min of meer verbloemden gewoontevorm. Neemt men de tweede aan, zoo geraakt men tot beweegloosheid op rechtsgebied, of ten minste tot eene tijdelijke of voortdurende strijdigheid tusschen het bestaande recht en de behoeften der practijk. Overigens kan men zich niet ontveinzen dat die strijdigheid, gering bij den aanvang, steeds zou toenemen, zoo het wetgevend toestel niet meer werkte in burgerlijke zaken en zich in dat opzicht bepaalde bij stelselmatige onthouding.

Dan zou men andermaal dit zonderling verschijnsel waarnemen, dat zich reeds menigmaal in de geschiedenis voordoed, en dat een der meest harts-tocht opwekkende en meest zonderlinge onderwerpen tot studie van vergelijkend recht uitmaakt : *het samenbestaan van twee stelsels van recht in eene zelfde samenleving*. Zoo bestond te Rome *het streng burgerlijk recht* naast het *pretoriaansch recht*, en zoo komen in Engeland dezelfde burgerlijke instellingen voor op eene gansch verschillende wijze, in het *common law* en in de *equity*. Dan kunnen nog slechts edicten van keizers of statuten van het Parlement opnieuw eenheid brengen in het recht: doch dan is het ook vaak te laat (1).

Dus schijnen noch het meer of min gewettigd wantrouwen der openbare meening, noch de aarzelingen en de theoretische debatten der rechtsgeleerden te billijken dat de wet geen woord rept over onze burgerrechterlijke betrekkingen. 't Is nuttig dat de wetgever nu en dan tusschenbeide komt, na de rechtspraak, niet tot hersmelting en heropbouw van het gansche Wetboek, maar wel om het te verbeteren, het aan te vullen voor bepaalde en bijzondere punten, met den eerbied die zijne hooge innerlijke waarde vergt, met de voorzichtigheid, vereischt door alle proef tot verbetering, toegebracht aan een gewrocht dat eene eeuw telt. Het ware op bespottelijke wijze den honderdsten verjaardag van het Burgerlijk Wetboek vieren, zoo men het volkomen wegcijferde om het te vervangen door iets anders, of het voorgoed te vergeten, als ware het voor immer dood.

Vergankelijk zooals alles wat menschelijk is, bleef het nochtans eene zeer levenskrachtige instelling, en evenals jarenoude doch steeds krachtige boomen, is 't voldoende het verstandig aan te kweeken, opdat het nog lang even overvloedig de vruchten voortbrengt, die het tot hiertoe steeds afwierp.

* * *

De Middenafdeeling hield zich onledig met onderscheiden vraagstukken over strafrechterlijke statistiek en over strafwetten.

Met de meeste voldoening nam zij waar dat de boekdeelen der *Statistique judiciaire de la Belgique* sedert vier jaar regelmatig verschijnen en dat deze

(1) Conf. E. LAMBERT, *op. cit.*, pp. 28, 29.

uitgave gestadig vooruitgaat. Vergelijkt men de eerste deelen met de onlangs uitgegevene, dan is men getroffen door den schat van inlichtingen, het heldere stelsel, het belangwekkende der algemeene besluiten, welke steeds klimmend waren. De proef is nog veel meer beslissend wanneer men de omslachtige en volledige deelen der jaren 1898, 1899, 1900, 1901 vergelijkt met het mager en ontoereikend *Résumé statistique*, in 1898 uitgegeven, en dat in zeventig bladzijden gansch de gerechtelijke beweging van 1886 tot 1897 beschrijft! De gansch bijzondere waarde der Belgische statistiek, zooals deze thans is ingericht, volgt grootendeels hieruit, dat zij niet slechts wordt opgemaakt door middel van tabellen, geleverd door de griffies of parketten, maar dat zij in strafrechterlijke zaken steunt op de stukken die iederen veroordeelde persoonlijk betreffen, en zijn opgemaakt volgens de bladen van de centrale gedragslijsten. Deze bladen worden gestadig nauwkeurig onderzocht. Daarenboven werden zij sedert 1893 verrijkt met gewichtige inlichtingen. De grondslag der statistiek is dus zeer echt, en de uitslagen geven de wezenlijkheid met toenemende groote echtheid weder. In dat opzicht, mag worden gewezen op den goedgeslaagden nieuwen maatregel, die veroorloofde de veroordeelden op te tellen, niet meer naar het getal veroordeelingen die zij persoonlijk in den loop des jaars opliepen, en ze slechts eenmaal voor iedere jaarlijksche optelling te vermelden in de statistiek. De invloed van deze wijziging kan aanzienlijk wezen, bij voorbeeld vooral in zake van statistiek over herhaling. Zonder ze te willen bedillen, — integendeel heeft de Middenafdeeling enkel lof over voor deze uitgave — mag worden gewenscht dat zij nog verbeterd worde, en wel door toevoeging eener klasse overtreders, volgens hun beroep.

Ofschoon de nauwkeurige inlichtingen die wij bezitten haar nieuwen vorm nog slechts sedert weinige jaren erlangden, toch kan men zich, ingelicht door die stukken, een tamelijk duidelijk denkbeeld vormen van België's toestand op het gebied van misdaad. 't Kan in onzen geest niet opkomen dit onderwerp grondig te behandelen. Derhalve laten wij het bij enkele algemeene aanduidingen.

Reeds vroeger zegden wij dat sedert het Wetboek van 1867 ons strafstelsel in menig opzicht aanzienlijk verzwakte. De wet van 4 October 1867 op de verzachtende omstandigheden veroorloofde dat misdaden, vroeger behoorende tot het gebied der assisenhoven, werden verwezen naar boetstraffelijke rechtbanken, en men weet of er in dit land, zooals elders, ruimschoots gebruik werd gemaakt van deze rechtspleging. Door de wet van 4 Maart 1870 op de vermindering van straffen, in eenzame opsluiting ondergaan, verkortte merkelyk de duur der opsluiting. De wet op voorwaardelijke vrijlating deed het bestuur nieuwe middelen aan de hand om de strengheid van gevangenzitting te verzachten en te vervangen door halve vrijheid; eindelijk, kwam door artikel 9 dier wet, betreffende voorwaardelijke veroordeeling, eene instelling tot stand, die uitmuntend is in haar beginsel, doch al te vaak onbedachtzaam wordt toegepast en voor vele betichten hoofdzakelyk bestaat in het voorrecht voor alle Belgen om eenmaal te worden veroordeeld, zonder straf te ondergaan.

Tevens is niet uit het oog te verliezen dat de overtredingen die in de statistieken voorkwamen, op verre na niet meer den ganschen omvang der misdadigheid in een land aangeven. Daar zou vooreerst moeten bijkomen het voorwaar aanzienlijk getal misdaden en wanbedrijven, die nooit aan 't licht komen en die parketten noch onderzoeksrechters ooit kunnen ontdekken. Vervolgens zou men daaraan moeten toevoegen de onderstelde of stellige feiten die werkelijk overtredingen zijn, en welker plegers alle vervolging ontgingen of, zoo zij al in verdenking kwamen, niet konden overtuigd worden, door gemis van voldoende bezwaren. Deze onmogelijk te maken berekening wagen wij niet. Wij geven enkel het gemiddeld cijfer van de misdaden en wanbedrijven, welker plegers onbekend bleven, en vergelijken die cijfers met het getal zaken, afgedaan door assisenhoven en boetstraffelijke rechtbanken. Zonder te beweren dat wij daardoor te weten geraken hoeveel misdaden in België ongestraft bleven, achten wij eene eenvoudige vergelijking leerrijk en belangwekkend genoeg.

Misdaden en wanbedrij-	1886-1890	1891-1895	1896	1897	1898	1899	1900	1901
ven waarvan de daders	—	—	—	—	—	—	—	—
onbekend bleven . .	14,241.6	19,205	22,045	24,506	22,205	21,417	22,647	23,180
Gevonniste zaken (1) .	32,785.2	36,518.6	56,147	56,198	57,045	40,054	59,662	42,781

Men ziet dat er sedert enkele jaren (2) eene zeer lichte neiging tot verbetering is; doch het verschijnsel laat evenwel nog ruimte voor zeer ernstige overwegingen. Het geldt overigens niet enkel misdaden van ondergeschikten aard, want nog steeds blijven zeer veel misdaden ongestraft : 2,756.2 in 1885-1890, 3,796.2 in 1891-1895, 5,889 in 1896, 4,499 in 1897, 5,429 in 1898, 5,203 in 1899, 5,067 in 1900, 5,220 in 1901. Wij mogen met gering genoegen hier dezelfde eenigszins afnemende strekking als hierboven aanstippen.

Om zich een denkbeeld te vormen van den algemeenen toestand, dient men zich af te vragen of de rechtbanken niet toegevender worden, zoo voor vrijspraak als voor de toepassing der straf en voorwaardelijke veroordeling.

(1) In dit cijfer zijn begrepen de bij verstek gevonnenisten, alsmede de politieke zaken en de drukpersovertredingen. De cijfers voor 1896 en 1897 werden terechtgewezen volgens het *Annuaire statistique* voor 1900 en 1901.

(2) Het kan belang opleveren onderstaande cijfers betreffende Frankrijk te vergelijken, volgens de *Compte général de l'administration de la justice criminelle*, 1902-1903 :

	1881-1885	1886-1890	1891-1895	1896-1900	1901
Misdaden en wanbedrijven waarvan de daders onbekend bleven . .	64,112	77,107	89,106	92,064	96,886
Gevonniste zaken	192,148	193,403	204,198	182,317	168,113

Ziehier eenige cijfers die ons laten oordeelen over de betrekkelijke strengheid der boetstraffelijke rechtbanken : 17.91 t. h. verdachten werden in 1898 vrijgesproken ; 19.30 t. h. in 1899 ; 19.48 t. h. in 1900 ; 17 t. h. in 1901.

Anderzijds is sedert lang vastgesteld dat er misbruik wordt gemaakt van kortstondige straffen. Om slechts één cijfer aan te halen, in 1901 werden van het aantal betichten, gevonnist door boetstraffelijke rechtbanken, slechts 2.5 t. h. veroordeeld tot gevangenisstraf van 6 maanden tot 1 jaar, en 2.3 t. h. tot meer dan een jaar. Dit laatste verschijnsel geldt niet alleen voor België, maar nagenoeg voor gansch Europa.

Eindelijk hebben wij nog de voorwaardelijke veroordeeling. Te dien opzichte zal het volstaan deze enkele woorden te ontleenen aan de inleiding tot de *Statistique judiciaire* voor het jaar 1901 : « Naar den geest der wet, zou deze gunst slechts moeten verleend worden aan voor de eerste maal veroordeelden, die nog genoeg eergevoel hebben overgehouden opdat bedreiging met straf eene voldoende bestraffing zou wezen. Feitelijk werd zij verleend aan het meerendeel der voor het eerst veroordeelden, in zoverre dat vele veroordeelden meenden dat zij daar aanspraak op hadden. Een omzendbrief van het Departement van Justitie, dato 12 Augustus 1901, herinnerde de parketten dat, volgens de wet, de voorwaardelijke veroordeeling heel voorzichtig was toe te passen. » Onder veroordeelden die dat voordeel kunnen genieten, vindt men in 1898 eene verhouding van 57.2 t. h. ; in 1899, van 56.5 t. h. ; in 1900, van 60 t. h. ; in 1901, van 55.2 t. h. personen die voorwaardelijk werden veroordeeld tot gevangenisstraf, en eene verhouding van 78.6 t. h. in 1898, van 78.5 t. h. in 1899, van 78.5 t. h. in 1900, van 76.4 t. h. in 1901 personen voorwaardelijk in boete verwezen. Zooals men ziet, wordt deze gunst minder verleend. Toch blijft men verbaasd, wanneer men ziet dat sommige rechtbanken het voordeel verleenden in 79.5 t. h. der gevallen van gevangenisstraf en in 89.5 t. h., 90.4 t. h., 95.4 t. h. en 97 t. h. der gevallen van boete !

Dit alles gesteld zijnde, kan men op meer vruchtbare wijze de grondslagen der eigenlijke misdaden-statistiek bestudeeren. Wij geven enkel het cijfer op van de personen die ieder jaar worden veroordeeld, ons, om eene nauwkeurige vergelijking te maken, bedienende van het cijfer der persoonlijke veroordeelingen.

	1886-1890.	1891-1895.	1896.	1897.	1898.	1899.	1900.	1901.
	—	—	—	—	—	—	—	—
Persoonlijke veroordeelingen	40,254.6	45,652.6	44,851	43,854	54,799	59,291	59,448	64,344

Onnoodig te doen opmerken dat men, om deze toeneming goed te beoordeelen, rekening dient te houden met de gelijktijdige toeneming der bevol-

king : 9.93 t. h. voor het tijdvak 1880-1890, en 10.28 t. h. voor het tijdvak 1890-1900.

Doch wat vooral de aandacht van den wetgever moet gaande maken, is het getal van voor 't eerst veroordeelden en van recidivisten, in het gansche getal veroordeelden. Want zoo het getal van eerstbedoelden afhangt van zulke veelzijdige, zulke talrijke, zulke oneindig verschillende oorzaken dat het schier aan den rechtstreekschen invloed der wet ontsnapt, hetzelfde kan niet gelden voor recidivisten. Deze vormen eene goed onderscheiden groep in de verhouding der misdaden; men kan ze gemakkelijk treffen door wetsbepalingen, en zonder te veel verwaandheid, mag men hopen op den duur invloed uit te oefenen op hare uitbreiding en ze te fnuiken. Want, en dit is eene der gewichtigste waarnemingen, ons door de statistiek veroorloofd, het toenemen der misdaden is veeleer het werk van vroeger veroordeelden dan van hen die het voor de eerste maal worden. « Het cijfer der herhaling, dat is de verhouding van het cijfer der vroeger veroordeelden tot het algemeene cijfer der veroordeelden, veranderde voor mannen van 42.96 th. in 1899 tot 42.22 t. h. in 1900 en tot 43.24 t. h. in 1901; voor vrouwen, van 24.33 t. h. in 1899 tot 26.10 t. h. in 1900 en tot 28.26 t. h. in 1901(1). » De voor het eerst veroordeelden zijn in de massa der misdaden slechts begrepen voor 37 t. h. in 1894, 36 t. h. in 1900, 54.76 t. h. in 1901 (mannen) en voor 73.64 t. h.; 73.89 t. h. en 71.74 t. h. (vrouwen).

Welnu, welke wapenen kunnen wij gebruiken, om deze toenemende herhaling te bestrijden? Eenige voorbijgaande en erg versleten bepalingen. Eerst en vooral weet men dat, behalve in een gansch uitzonderlijk geval, het den rechter vrij staat de straf al of niet te verzwaren voor herhaling, en dat de rechter er niet aan houdt straffen van zekeren duur toe te passen. Anderzijds wordt misdaad, gepleegd na wanbedrijf, door de wet niet in aanmerking genomen, onder voorwendsel dat de straf voor de misdaad voldoende zal zijn voor de verzwaring, terwijl eenerzijds deze vorm van herhaling eene misdadige neiging verraadt, die bij den overtreder sterker wordt, en anderzijds al onze straffen, te beginnen met gevangenzetting, eene onafgebroken, nagenoeg gelijke schaal uitnaken, behalve wat den duur betreft: en welk verschil is er, voor dit laatste punt, te maken tusschen het minimum der opsluiting (lijfstraf) en het maximum der gevangenisstraf

(1) *Statistique judiciaire de la Belgique*, 4^e jaar, blz. xxiv. Ziehier de verhouding van recidivisten (mannen en vrouwen) in Duitschland en Frankrijk.

Duitschland .	1896	38.85 t. h.	Frankrijk .	1881-1885	44 t. h.	(Compte général, 1902 en 1903.)
	1897	39.65 —		1886-1890	47 —	
	1898	40.01 —		1891-1895	46 —	
	1899	40.82 —		1896-1900	46 —	
	1900	32.74 —		1901	46 —	
	1901	42.09 —				

(Statistisches Jahrbuch für das Deutsche Reich, 1898-1903.)

(boetstraffelijke veroordeeling)? Doch dit is niet alles. Er bestaat geene herhaling, zoo de eerste veroordeeling werd uitgesproken door eene rechtbank in een ander land, en dit wel in een tijd dat zekere wanbedrijven van hoofdzakelijk internationalen aard zijn geworden. Hoeven wij te gewagen van de cosmopolitische afzetters, zakkenrollers, moordenaars? In boetstraffelijke zaken bestaat geene herhaling, zoo de eerste veroordeeling geen jaar bedroeg; 't is te zeggen dat, in een overgroot getal onderstellingen, een gekend, verstokt recidivist aan alle ernstige veroordeeling zal ontkomen, en na enkele maanden gevangenisstraf zijne loopbaan, zijn bedrijf zal voortzetten, zonder erg te worden gehinderd; want de enkele maanden gevangenisstraf behooren voor hem tot zijn stielkje, en wellicht kan hij het aan boord leggen dat zij invallen met den winter, of wel met het tijdstip, waarop doorgaans in zijn vak niet veel is te verdienen. De heer Minister deelde aan de Middenafdeeling eene tabel mede, die in dat opzicht kenschetsend is. Daarop staat een persoon *van 45 jaar, 85 maal veroordeeld wegens diefstal, verheiling* (57 veroordeelingen door de boetstraffelijke rechtbank en 26 door die van enkele politie); hij moet in eenzame opsluiting 1,918 dagen doorbrengen, terwijl tegen hem eene straf van 2,916 dagen was uitgesproken. Zoo ziet men welk ongelukkig gevolg de wet op vermindering van straffen soms kan hebben. Eindelijk, het strafwetboek laat zich niet in met soortelijke herhaling, ofschoon daarin de overvloedigste bron der herhaling zelve is te vinden.

Er zijn wel is waar, in onze wetten enkele voorbeelden van soortgelijke herhaling te vinden: overtredingen, misdrijven tegen de bijzondere wetten, de bepalingen van artikelen 207, § 2, 433 en 544 van het Wetboek, zijn gevallen van dien aard, doch hoe ontoereikend zijn zij niet!

Deze soortelijke, zeer uitzonderlijke herhaling, onderstelt inderdaad dat men *hetzelfde misdrijf* herhaalde, ofschoon in vele gevallen een verstokt recidivist niet juist hetzelfde misdrijf herhaalt, maar wel misdrijven die gelijkenis onder elkander hebben en getuigen van denzelfden misdadigen aard bij hun pleger, ofschoon het Wetboek eene verschillende benaming aan deze misdrijven geeft. Zoo zal iemand die gewoonlijk leeft van bedrog, zich niet steeds schuldig maken aan diefstal, doch zich nu overlaten aan diefte, dan aan misbruik van vertrouwen, dan aan aftroggelarij, enz., als middelen om tot zijn doel te geraken. Om goed te kunnen oordeelen over soortelijke herhaling, moet men dus buiten den engen kring der wetsbepalingen treden, en groepen van misdrijven vormen, die met elkander in verband staan.

Welnu, uit de statistiek — zoo men de groepen aanneemt, door haar *ad hoc* gevormd, — blijkt dat:

In 1898, op 22,556 recidiv. (1)	11,436	het toevallig zijn en	11,120	gewoonlijk.
„ 1899, „ 20,588 (2)	10,441	„	10,147	„

(1) Persoonlijke veroordeelingen.

(2) Veroordeelde personen.

In 1900, op 24,385 (1)recidiv. 11,029 het toevallig zijn en 10,556 gewoonlijk.
 » 1901, » 25,794 (1) 12,208 . » 11,586 »

De vakmannen maken nagenoeg de helft der recidivisten uit. Doch wat van nog meer beteekenis is, onder de vakmannen zelfden bestaan goed onderscheiden groepen : aan den eenen kant, personen die gewoonlijk diefstal, aftroggelarij, bedrog, verheling, enz. plegen ; aan de andere zijde zij die de gewoonte hebben van manslag en vrijwillige lichamelijke verwondingen. In de eerste reeks komen de vakmannen in 1899 voor 52.9 t. h. ; in 1900, voor 50.9 t. h. van al de recidivisten ; in de tweede reeks tellen zij in 1899, voor 66.5 t. h. , in 1900 voor 66.2 t. h. der massa. Men vergete niet dat die twee groepen van misdrijven op zichzelf de hoogste cijfers geven onder het totaal der in België waargenomen misdrijven. Hoogst leerrijk is het tevens vast te stellen dat wanbedrijven tegen de zeden, die zouden schijnen de sterkste verhouding aan vakmannen te moeten geven, schier alle worden gepleegd door toevallige recidivisten.

Ook zou men belangwekkende gevolgen kunnen trekken uit de statistiek der dronkenschap, in vergelijking met die der herhaling ; dan zou men zien hoe aanzienlijk de verhouding is van dronkaards of bedronken personen die in herhaling vervallen.

Uit al deze zoo duidelijke, zoo overeenkomende feitelijke opgaven, alsmede uit de steeds herhaalde lessen der strafwetenschap blijkt hoe noodig het is onze wetten in zake van herhaling te herzien. Uit de feiten zelve, door de statistiek vastgesteld, ziet men als 't ware het dringend dadelijk belang van het vraagstuk ontstaan, alsmede de omtrekken van de daaraan te geven oplossing. Voor weinig stoffen in zake van wetgeving bezit men zooveel middelen tot welslagen.

Ook stelde de Middenafdeeling evenals reeds vroeger, den heer Minister dienaangaande eene vraag. Met genoegen schrijft zij het daarop gegeven antwoord neer : zij neemt akte van de daarin bevatte belofte, en veroorlooft zich de bijzondere aandacht der Kamer te vestigen op de hoogst zinrijke tabel, door den heer Minister aan zijn antwoord toegevoegd.

(1) Veroordeelde personen.

VIERDE VRAAG.

Is de Regeering niet van plan om bij de Kamer in te dienen een ontwerp van wet betreffende de herhaling?

ANTWOORD.

De Regeering denkt eerlang een ontwerp van wet betreffende de herhaling in te dienen.

Dat is blijkbaar noodzakelijk.

De beteugeling is niet krachtadig genoeg ten opzichte van gewone misdadigers, vooral zoo men bedenkt dat het toepassen van de schaal der vermindering door eenzame opsluiting den duur der opsluiting nog vermindert.

Een enkele oogslag op het verledene der recidivisten, die zich in onze gevangenissen bevinden, volstaat om daarvan overtuigd te wezen.

Zoo bevatte, op 19 Januari jongstleden, de hulpgevangenis te Gent 361 veroordeelden tot meer dan 6 maanden, en daaronder hadden 24 ten minste zes vroegere veroordeelingen ondergaan.

Hiernaast de tabel van het strafrechtelijk verleden dier 24 recidivisten :

Namen.	Ouderdom.	Straf die thans wordt geboet.		Vroeger uitgedane straffen.			
		Redenen der veroordeeling.	Uitgesproken straffen.	Eenzame opsluiting te ondergaan.	Boetschappelijke.	Politie-straffen.	Te zamen.
			dagen.	dagen.			
A 29		Diefstal.	1095	768	4	3	7
B 30		Diefstal.	259	202	7	»	7
C 36		Diefstallen.	835	595	6	4	10
D 22		Slagen, opstand, bedreigingen.	225	177	2	9	11
E 24		Diefstallen, smaad.	1403	974	7	4	11
F 41		Aanslagen op de eerbaarheid.	1462	1013	8	4	12
G 33		Bedreigingen, slagen.	482	360	15	»	15
H 40		Diefstal, verhelling.	826	589	16	»	16
I 30		Diefstallen.	1313	914	10	6	16
J 28		Slagen, aftroggelarij.	695	502	12	5	17
K 32		Poging tot diefstal.	218	171	9	8	17
L 34		Diefstallen, verhelling, slagen.	1034	728	16	1	17
M 34		Bedriegelijke ontvreemdingen.	317	246	15	3	18
N 50		Diefstallen.	1460	1012	19	1	20
O 40		Poging tot diefstal.	1825	1255	16	5	21
P 24		Diefstallen, smaad.	384	294	14	8	22
Q 34		Verhelling, smaad.	973	687	17	6	23
R 26		Poging tot diefstal en aanslag op de eerbaarheid.	738	530	15	9	24
S 65		Diefstal, banverbreking.	330	225	25	»	25
T 24		Diefstallen, slagen.	1675	1153	15	11	26
U 34		Diefstallen.	1226	856	28	»	28
V 41		Diefstallen.	1125	788	37	4	41
W 43		Slagen, smaad, opstand.	548	404	36	22	58
X 45		Diefstallen, verhelling.	2961	1918	57	26	83

Aan dit vraagstuk der hervalling is nauw verbonden ditgene der menschmeetkunde of anthropometrie. Het nut, wij mogen zeggen het noodzakelijke dier instelling wordt thans niet meer betwist en straalt des te meer door, wanneer men bedenkt dat zij eene omissbare aanvulling is van alle ernstige en doelmatige beteugeling van herhaling binnen en buiten het land. In deze kan de Middenafdeeling zich enkel vereenigen met de zoo juiste bedenkingen, verleden jaar door den achtbaren heer Van Der Linden uitcegezet in zijn verslag. Zij drukt den wensch uit dat de zaak andermaal worde onderzocht door het Departement van Justitie, en koestert het vertrouwen dat uit dit nieuw onderzoek zal volgen het inrichten van een dienst, bestemd om in dat opzicht ons strafstelsel aan te vullen.

De Middenafdeeling onderzocht den toestand, waarin de deurwaarders zijn gebracht door sommige onlangs genomen maatregelen, ten gevolge

waarvan al de akten van het strafgerecht zijn opgedragen aan veldwachters en andere ambtenaren. Onbetwistbaar is het openbaar ministerie daartoe gerechtigd. naar luid van artikel 16 der wet van 1 Juni 1849. Feitelijk werd daar weinig gebruik van gemaakt. Door deze bepaling onverwacht te voorschijn te halen, berokkende men aan de deurwaarders, vooral ten platelande, aanzienlijk nadeel, en vele leden der Kamer herhaalden hunne klachten, met name de heeren Van Der Linden, Versteylen, Snoy en de Broqueville (1). Zij gaven tastbare voorbeelden van de bezwaren, aan den nieuwen maatregel verbonden, doordien de ambtenaren, aan wie onverwachts plichten worden opgedragen, die hun steeds vreemd waren, daar weinig op voorbereid zijn. Deze bezwaren blijken nog dagelijks : men kan een lijvig boek maken van de ongeldige, zonderlinge of onverstaanbare dagvaardingën, welke uitgaan van deze ineens aangestelde beambten. De vraag kan gelden of in dergelijke omstandigheden de inzichten der wetgevers van 1849 worden nagekomen. « Het ontwerp wilde eenvoudig een recht geven, zegde de heer Minister van Justitie (2), en naar omstandigheden zal het openbaar ministerie er gebruik van maken. Die omstandigheden moet men overlaten aan het oordeel van het openbaar ministerie, doch slechts met de meeste omzichtigheid mag het gebruik maken van dat recht. *Waar vrees bestaat dat ongeldigheid den loop van het gerecht zou stremmen*, kan het steeds de deurwaarders doen optreden. » Deze toestand valt niet te loochenen, dus schijnen de wet, het openbaar belang alsmede dit der deurwaarders te vergen dat het vroeger gebruik opnieuw wordt gevolgd. De Middenafdeeling wenscht dat er in dien zin onderrichtingen worden gegeven.

Insgelijks veroorlooft zij zich te herinneren aan het steeds hangend vraagstuk der afschaffing van het aanstellen van deurwaarders. Herhaaldelijk opgeworpen, schijnt het weinig tegenkanting te hebben ondervonden. Daarenboven werd den 10ⁿ Juni 1896 (3) door den heer Begerem dienaangaande een wetsontwerp overgelegd. Het verviel ten gevolge van de ontbinding der Kamers, doch met nut zou men het andermaal kunnen te berde brengen.

Ten slotte liet de Middenafdeeling zich in met den toestand der griffie-beambten, en met sommige opmerkingen, reeds in 1903 gemaakt over de toepassing der wet van 27 November 1891.

Zij acht dat het eerste punt ernstig onderzoek verdient, zoo voor de schaal der jaarwedden als voor het bestendige der ambten. Zij veroorlooft zich er de aandacht van den heer Minister van Justitie op te vestigen. Voor het tweede

(1) Vergaderingen van 24 Juli, 29 Juli 1905, blzz. 2098, 2105, 2117; van 19 Februari 1904.

(2) Vergadering van 9 Maart 1849, blz. 18.

(3) Zittingjaar 1895-1896, blz. 254.

punt verwijst zij naar de nota, opgenomen in het verslag over de begrooting voor 1904.

* * *

De Begrooting wordt in haar geheel goedgekeurd met 6 stemmen tegen 1.

De Verslaggever,

LÉON DE LANTSHEERE.

De Voorzitter,

ED. NERINCX.



BIJLAGE

Ziehier, ter inwilliging van eene vraag, door eene der afdeelingen gesteld, de lijst der stukken door het Ministerie van Justitie uitgegeven :

OP BEPAALDE TIJDEN DOOR HET DEPARTEMENT UITGEGEVEN :

Omzendbrieven, onderrichtingen en andere akten uitgaande van dit departement. Jaren 1899-1900, 1901-1902. Voor ieder tweejarig tijdvak een boekdeel in 8^o van 500 tot 600 bladzijden. — Te koop bij 't bestuur van het *Staatsblad*, ten prijze van fr. 7.50 per deel.

Statistique judiciaire de la Belgique, 4^e jaargang. (Statistieken over strafzaken, burgerlijke zaken en handelszaken, over boetstraffen, bedelarij en landlooperij, genadeverleening en voorwaardelijke vrijlating, over de politie op de vreemdelingen, over krankzinnigen) LXX-350 bladzijden. — Te koop bij wed. Larcier, uitgeefster, Minimenstraat, n^os 26-28, en bij de Belgische Maatschappij voor boekhandel, Treurenberg, n^o 16, te Brussel, ten prijze van 7 frank.

NIET OP BEPAALDE TIJDEN VERSCHIJNEND :

Wet van 27 November 1891, tot betengeling van landlooperij en bedelarij. Wetgevende oorkonden, 1 d. in-8^o 264 blz. — Te koop bij het bestuur van het *Staatsblad*, ten prijze van 3 frank.

Wetten van 27 November 1891, op openbaren onderstand en kosteloozen geneeskundigen bijstand. Wetgevende oorkonden. 1 deel in-8^o, 1,010 en 142 blz. — Te koop bij het bestuur van het *Staatsblad*, ten prijze van 6 fr.

Studiebeurzen in België gesticht. Onbestendige stichtingen. Provincie Antwerpen. 1 deel in-4^o, 1072 blz. Prijs : 20 fr. — Brabant. 1 deel in-4^o, 1136 blz. Prijs : 25 frank. — West-Vlaanderen. 1 deel in-4^o, 318 blz. Prijs : 10 frank. — Oost-Vlaanderen. 1 deel in-4^o, 433 blz. Prijs : 10 frank. — Henegouw. 1 deel in-4^o, 1564 blz. Prijs : 25 frank. — Luik. 1 deel in-4^o, 792 blz. Prijs : 15 frank. — Limburg. 1 deel in-4^o, 666 blz. Prijs : 15 frank. — Luxemburg. 1 deel in-4^o, 216 blz. Prijs : 7 frank. — Namen, 1 deel in-4^o, 244 blz. — Prijs : 7 frank. — Te koop bij P. Weissenbruch, uitgever, Priemstraat, 45, te Brussel. (Er bestaan afzonderlijke stukken voor iedere akte van stichting, ten prijze van fr. 0.25 per vel van 8 blz. druks : minimum : fr. 0.50 voor ieder stuk.)

Herziening der openbare weldadigheid in België. — Besluiten en algemeen verslag der bijzondere commissie. Verslaggever : Cyr. Van Overbergh, algemeen bestuurder van het hooger onderwijs, de wetenschappen en letteren. 1900, 1 deel in-8^o, 506 blz. — Te koop bij de Algemeene Maatschappij voor boekhandel, Treurenberg, n^o 16, te Brussel, ten prijze van 10 frank.

Daarenboven, het *Staatsblad* en de *Verzameling der wetten en besluiten*.